

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 23 - LUNDI 24 OCTOBRE 1977 - N° 540 -

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Nucléaire

LE P.S. A LA RECHERCHE D'UN CONSENSUS

L'aspect le plus apparent de la position adoptée par le bureau exécutif du P.S. est la suspension de la construction des nouvelles centrales pour dix-huit mois à deux ans, délai qui serait consacré à l'organisation d'un débat national. En fait, la position du P.S. n'est pas aussi tranchée que cela. Selon son plan, bon nombre de centrales en cours de construction seront achevées.

Pour justifier cette poursuite, le P.S. argue du fait que les travaux étant avancés, l'autorisation accordée, il n'est pas possible juridiquement de les arrêter. Cependant il accepte de suspendre les travaux de Superphénix à Creys-Malville, où les travaux sont également très avancés. Dans les explications que donnent ses responsables, le P.S. laisse entendre que l'arrêt ou la poursuite des travaux dépend essentiellement du rapport de forces local ou national.

Le débat national doit à ses yeux lui permettre de trouver un consensus sur un développement de l'électro-nucléaire, en mettant en avant sa nécessité pour relancer la croissance. Plutôt que d'affronter directement la population hostile au nucléaire, le P.S. espère trouver un certain nombre de sites où l'opposition serait minoritaire. En fin de compte, le recul envisagé par le P.S. est un recul pour mieux sauter en avant dans le développement de l'électro-nucléaire.

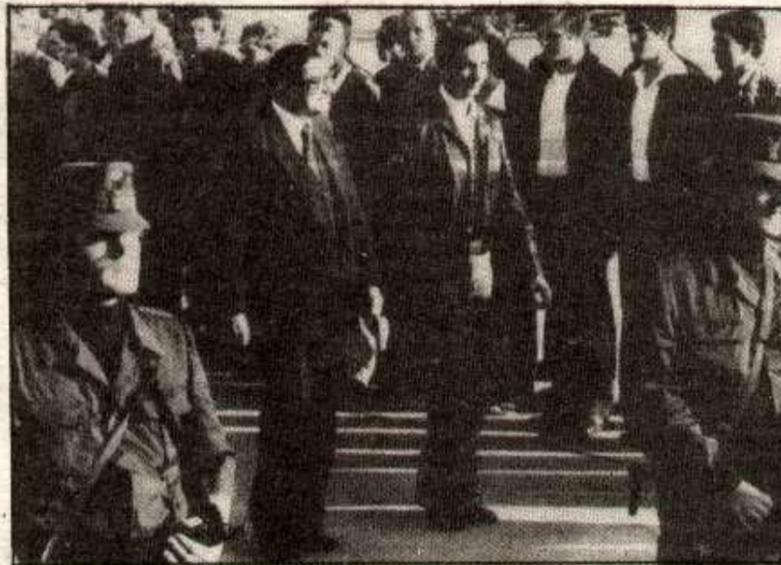
(LIRE PAGE 5)

Europe des polices

PLAN SECRET BARRE SCHMIDT

● 200 interpellations à Paris vendredi

● Procès de Croissant lundi : menace d'extradition



A la parade, le commando GSG9 que Schmidt propose en modèle à l'Europe.

Ceux qui passaient vendredi à la gare de Strasbourg, ont pu voir celle-ci littéralement occupée par des dizaines de policiers français accompagnés de leurs homologues allemands, en uniforme. Les premiers contrôlaient les identités d'un voyageur sur deux. Quant aux policiers de RFA, ils étaient plus spécialement chargés des ressortissants allemands, ceux-ci étant menacés d'un véritable kidnapping s'ils avaient le malheur d'être considérés comme «suspects» ; autrement dit une menace d'extradition qui ne dit pas son nom. Interrogé à ce sujet, un fonctionnaire de la préfecture du Bas-Rhin déclare que «Cela n'a rien d'impossible, vu les accords en vigueur entre les deux pays».

Dans un communiqué, la CGT en Alsace dénonce «l'étouffant climat de suspicion» provoqué par l'appel à la délation qu'illustre la publication dans les deux grands quotidiens régionaux des portraits de seize suspects.

Toutes ces mesures éclairent assez sur le contenu du plan secret au sujet duquel Barre et Schmidt viennent de s'accorder. Dans ces conditions, c'est une lourde menace qui pèse notamment sur l'avocat Klaus Croissant, jugé lundi, tandis que s'intensifie à l'échelle du continent, la campagne de «criminalisation» de l'action politique, chaque fois qu'elle est dirigée contre les bourgeoisies au pouvoir.

PAGE 6

CONSEIL D'ÉTAT

«La suspension de l'immigration familiale est illégale»

Un des volets des mesures Stoléru sur l'immigration vient d'être déclaré illégal par le Conseil d'Etat : il s'agit de la suspension pour trois ans de l'immigration familiale.

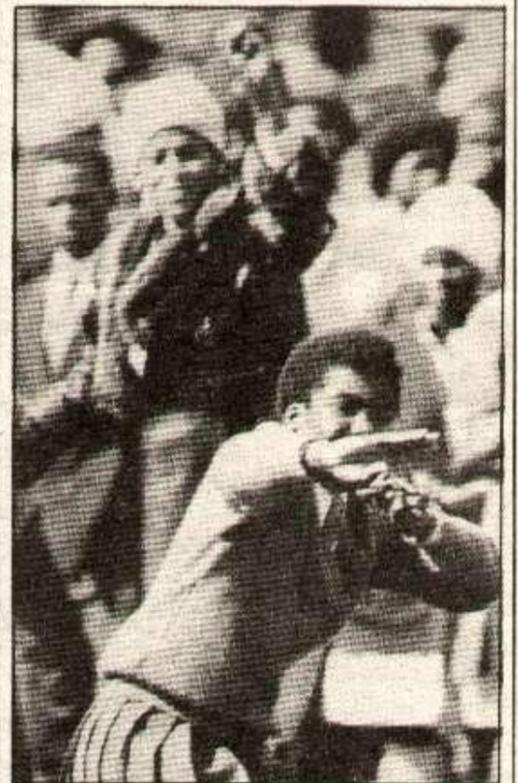
Depuis la promulgation des mesures Stoléru, la révolte grandit chez les travailleurs immigrés. Le gouvernement algérien, quant à lui, les avait condamnées. Le Conseil d'Etat a dû en tenir compte.

Cependant, la décision du Conseil d'Etat ne suspend pas obligatoirement la mesure condamnée. D'autre part, les autres mesures demeurent : suspension de l'immigration, «aide au retour», expulsion des travailleurs sans carte de travail, et les vexations et brimades quotidiennes. La lutte pour les droits des travailleurs immigrés doit donc se poursuivre.

(LIRE PAGE 8)

Afrique du Sud :

LES SUITES DE LA POLITIQUE RACISTE



Les racistes de Prétoria ont arrêté vendredi plusieurs centaines de Noirs et d'Indiens qui protestaient contre l'interdiction de leurs organisations. L'O.U.A. a appelé les Noirs à se libérer par la lutte armée, tandis que les pays africains à l'O.N.U. demandaient une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité. Carter lui-même a dû rappeler son ambassadeur en Afrique du Sud.

LIP : Débat sur la coopérative

Vendredi, une nouvelle assemblée générale des Lip débattait de l'avenir de la lutte. Le projet de coopérative était en discussion. De plus en plus nombreux, les Lip se posent des questions sur le sens d'une telle initiative : «Est-ce qu'il est juste de devenir nos propres patrons, de faire du profit?»

«Pourquoi ne pas tout faire pour construire un rapport de forces suffisant?» Débat très riche, qui montre la volonté des Lip face à la désunion de la gauche, et dans la méfiance qu'elle inspire de construire leur autonomie.

(LIRE PAGE 3)

Les doutes des militants du P.C.

(LIRE NOTRE REPORTAGE PAGE 12)

Une provocation du Matin

(LIRE PAGE 6)

REPORTAGE

Dans l'enseignement technique

Par Daniel VINCENT

• Pour les jeunes scolarisés, le système d'enseignement professionnel court se répartit en plusieurs secteurs. Nous avons vu hier que l'on assiste à un développement spectaculaire des filières qui débouchent sur des emplois d'OS ou de manœuvres (SES) ou qui permettent l'exploitation des jeunes dès 16 ans : CFA (Centre de formation d'apprentis). Le nombre d'apprentis a cru de 9 % de 76 à 77 (l'augmentation est semblable cette année). Pour les SES le taux d'accroissement est de 10 %.

Dans le même temps le nombre d'élèves en CET n'augmente que de 1 % ! Sur ce chiffre il faut distinguer les BEP et CAP en deux ans (+ 4,3 %) et les CAP en trois ans (+ 0,6 %).

Une évolution significative que la Réforme Haby prévoit d'aggraver en instituant dans les LEP (Lycées d'enseignement professionnel, nouveau nom des CET) des CAP en deux ans à la sortie de la troisième. Pour la bourgeoisie aujourd'hui il s'agit de rentabiliser l'enseignement technique au maximum et pour cela réduire considérablement les effectifs des CET plus coûteux que les CFA et SES.

Le «C.A.P. par unités capitalisables»

Depuis quelques années, certains CET expérimentent le système du CAP «par unités capitalisables». La réforme Haby prévoit de l'étendre largement.

DES C.E.T. aux L.E.P. : ON RESTRUCTURE

Le C.E.T. ne garantit plus l'emploi

Les statistiques (voir tableau) sont éloquentes : ces dernières années le nombre d'élèves qui trouvent un emploi à la sortie du CAP ou du BEP a nettement chuté. De plus, parmi ceux qui ne sont pas comptabilisés comme chômeurs (ceux qui à la sortie du BEP par exemple vont au service militaire ou poursuivent leurs études) combien le seront un an ou deux plus tard ?

Au total, huit mois après la sortie du CET en 76, 130.000 élèves de classes de CAP et BEP avaient un emploi et 34.000 étaient au chômage (soit un sur quatre).

Remarquons encore que le chômage touche plus fortement les filles et qu'il se différencie suivant les filières concernées. Ainsi, le chômage est plus fort

dans le secteur tertiaire que pour les filières industrielles, et monte en pointe dans les formations trop générales (genre CAP employés de bureau ou BEP d'agents administratifs). Les CAP d'une manière générale, chôment plus que les BEP (9% contre 7% pour les garçons, 26% contre 19% pour les filles).

Ajoutons enfin que les jeunes chômeurs de mars 76 le sont depuis longtemps : 60% des chômeurs provenant des classes de CAP et BEP chôment depuis plus de six mois, soit pratiquement depuis leur sortie du collège.

C'est clair : le CET ne garantit plus l'emploi. Posons une autre question : que font ceux qui travaillent ?



• La quatrième surprise est celle de la qualification. Une enquête de la CGT (juin 74) avait fait apparaître que 65% des jeunes OP avaient un CAP (autrement dit 35% n'en avaient pas). La longueur de la scolarité n'est donc pas forcément synonyme

d'une meilleure qualification. Bien qu'ils travaillent dans leur spécialité, les CAP et BEP industriels sont la plupart du temps OS n'étant promus OP que plus tard (après le service militaire par exemple).

Le système est à première vue séduisant : il consiste à découper le CAP en un certain nombre de tronçons (analogues aux UV des facultés) qui pourront être passés au rythme de l'élève. Celui-ci pourrait donc aller vite dans certaines matières où il est fort et traîner un peu (se renforcer dit Haby) dans celles où il est plus faible. Avantages : souplesse et efficacité.

Le système n'est pas nouveau. Comme toute innovation dans son appareil scolaire la bourgeoisie l'a auparavant expérimentée. C'est ainsi que ce système est depuis 1963 en place en Lorraine dans la formation pour adultes. Il avait fallu reconverter à l'époque les mineurs de fer licenciés dans la sidérurgie et les renvoyer à l'école. Ainsi, le CAP d'électromécanicien était découpé en 9 morceaux : 2 de mathématiques, 1 de français, 1 de législation du travail, 1 et dessin industriel, 1 de mécanique et trois d'électricité. Hormis ces trois derniers dont l'ordre de passage est imposé en fonction de leur complexité, tous les autres pouvaient être passés dans l'ordre décidé par l'élève.

Résultat ?... Eh bien en général il en manque toujours un. Pour les mineurs lorrains depuis longtemps déshabitués à fréquenter les bancs de l'école, il était très dur de faire du français ou du dessin industriel. La pratique allait bien, la théorie beaucoup moins.

On peut aisément comprendre que certains élèves resteront bloqués par les Maths, d'autres par l'orthographe et que même s'il ne leur manque qu'une unité ils ne referont pas une année pour cela. Ils n'auront donc pas le CAP même si leur bagage technique est suffisant pour faire de bons ouvriers.

Et ceci d'autant plus que les diplômes seront désormais décernés par un jury académique en fonction du résultat du contrôle continu des connaissances qui remplace l'examen. Le patronat, ayant en face de lui des jeunes de fait sans diplôme mais avec des collections incomplètes d'unités capitalisables différentes «les reconnaissant capables de» ceci ou cela, en sort en position renforcée : il pourra sous-payer le jeune avec l'argument : «Tu n'as pas ton CAP il te manque une unité».

Le tout replacé dans un système d'établissement concurrentiels à niveaux différents inspiré du système américain. Tel LEP sera réputé «facile» tel autre d'un bon niveau les unités de valeur de l'un en auront moins que celles de l'autre. Et les patrons généraliseront de nouveau ces essais professionnels avant l'embauche. Tout un programme...

A la sortie du CAP	1969	72	73	76
avaient un emploi	80,6 %	78,2 %	80,6 %	60,5 %
sans-emploi	11,4 %			17,5 %
A la sortie du BEP	1969	72	73	76
avaient un emploi	81,2 %	66,1 %	68,6 %	54,6 %
sans-emploi	7,7 %			13 %

Les surprises du marché du travail

• La première surprise concerne le salaire : les ouvriers et employés sortis des classes de CAP et BEP en juin 75 gagnent en moyenne 1600F par mois en

mars 76 (et là encore, les jeunes filles sont moins payées que les jeunes gens pour une même spécialité ; l'écart se situe de 5 à 10 % parmi les CAP et BEP).

Une étude du ministère du travail de 1973

Une étude du ministère du travail le confirme : «Les garçons pourvus d'un CAP ont plus souvent des bas salaires que ceux sans qualification pendant les premières années d'activité professionnelle. La formation scolaire à ce niveau n'est pas jugée immédiatement rentable sur le marché du travail».

• La deuxième surprise est que le BEP n'apporte pratiquement pas d'augmentation de salaire par rapport au CAP (5% soit 100F environ). Dans le cas du secrétariat, l'écart est même réduit à 40F et les électriciens des deux filières se trouvent à parité. On retrouve là d'ailleurs les caractéristiques des branches économiques : les CAP et BEP les moins rémunérés sont le textile, la couture, la coiffure, les services, la cuisine, puis les CAP

d'employés de bureau et les BEP d'agents administratifs. Les mieux payés sont les CAP d'électriciens et l'ensemble des BEP industriels.

• La troisième surprise concerne les spécialisations ; les plus mal lotis étant encore les formations générales du tertiaire. En effet, si les CAP et BEP industriels occupent un emploi dans leur branche (à part ceux de mécanique) puis que la moitié d'entre eux seulement sont ouvriers en mécanique, si les dactylos et les secrétaires travaillent dans leur spécialité, cela est moins vrai pour les comptables (54%) et surtout pour les employés de bureau et de commerce (34%). Nombreux sont ces derniers à occuper des emplois de bureau non qualifiés, de vendeur ou de personnel de service.

Les L.E.P. : résoudre ces disparités

Ces quelques chiffres sont révélateurs. Résumons-en les conclusions :

- nombre d'élèves de CAP ou BEP sont menacés par le chômage,

- CAP et BEP ne représentent guère de différence au niveau du salaire et de la qualification ;

Il en ressort immédiatement deux autres :

- rien ne sert à dépenser de l'argent, à maintenir sur les bancs de l'école trop longtemps un trop grand nombre d'élèves : il faut donc diminuer les effectifs,

- puisque CAP et BEP sont équivalents, autant aligner la formation de l'un sur l'autre.

C'est bien ce que met en place Haby dans les CET rebaptisés lycées d'enseignement professionnel : il dérouté avant qu'ils n'arrivent au CET toute une partie des élèves vers les structures de l'enseignement pré-professionnel (voir l'article précédent sur les SES et les CFA)

et il ramène le CAP de 3 à 2 ans (comme le BEP).

Il est d'ailleurs prévu que plusieurs CAP soient transformés en BEP.

Le passage du CAP de trois à deux ans aura deux conséquences. Tout d'abord, il sera réservé à un nombre d'élèves bien moindre que par le passé : l'extension des CFA indique qu'il est prévu d'orienter dans cette voie un maximum d'élèves sera un maximum d'élèves qui auront atteint seize ans. Une autre partie de ces élèves sera jetée sur le marché du travail. Le niveau demandé pour entrer au LEP sera sans doute plus élevé puisqu'il faudra ingurgiter en deux ans ce qui s'apprenait en trois ans. Et, deuxième conséquence, la réduction de la durée du CAP dévalorisera de fait ce diplôme.

Ainsi, les LEP façon Haby, sont bien l'adaptation cohérente des CET aux besoins de l'économie capitaliste en crise.

LUTTES OUVRIERES

LIP : Débat sur la coopérative : savoir dans quel train on monte

● Jeudi le débat reprenait à Lip, sur l'avenir de la lutte, et plus précisément sur le projet de «coopérative» proposé plusieurs fois déjà par des membres du PS, dont l'ancien sous-directeur de Lip. Le débat reposait, plus largement encore que la semaine passée, les interrogations sur la nature d'une telle coopérative. «Comment est-ce que ça va se passer ? On va être confronté aux lois du marché, du profit, est-ce que c'est une bonne chose pour nous ? Est-ce qu'en fait on ne va pas se couper totalement du reste de la classe ouvrière ? Pensons par exemple aux difficultés rencontrées aujourd'hui par les copains de la SCPC, qui n'ont plus d'argent pour continuer...» Et en même temps, beaucoup hésitaient à franchir ce pas, sans qu'il ait été sérieusement discuté et prouvé qu'il était impossible de se battre sur une autre stratégie, de construire un rapport de force. Néanmoins, il était décidé de procéder vendredi à un vote indicatif sur la «coopérative», «même si on n'allait pas trancher tout de suite, pour voir si l'ensemble des Lip veut approfondir le projet».

«UN PROJET DONT ON N'A PAS TOUS LES ÉLÉMENTS»

Vendredi matin donc, nouvelle assemblée générale, avec environ 350 «Lip». Séance qui commença par des attaques peu convaincantes contre la position du PCR, qui vient de distribuer un tract. En fait, ces attaques font surgir des oppositions plus nettes encore que la veille.

Les défenseurs du projet disaient : «C'est bien ce projet qu'il nous faut, c'est aujourd'hui qu'il faut se prononcer. Si on se prononce tout de suite, dès lundi on commence à réfléchir sur les questions posées : quelle direction, comment on fera pour trouver les produits...»

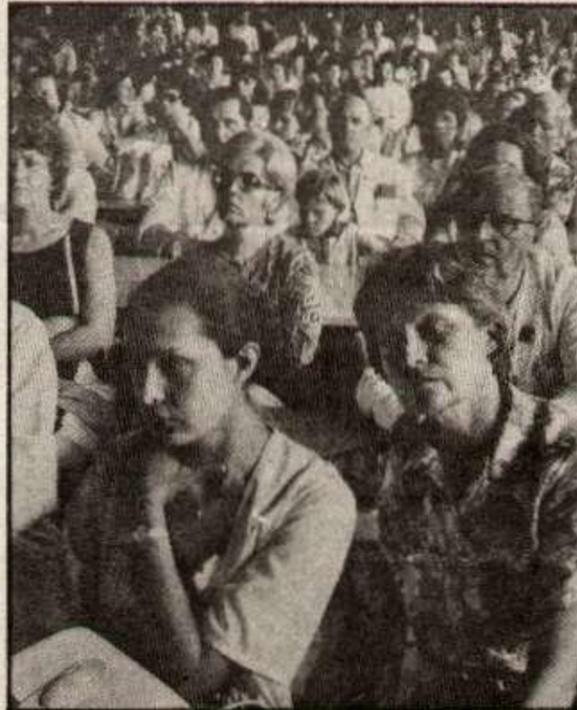
Des femmes disaient au contraire : «Qui c'est qui va aller discuter avec les autres patrons ? C'est nous ? Est-ce qu'on sera des patrons ? Qui c'est qui va payer les assurances sociales, c'est nous aussi ? De fait, toute une partie des «Lip», qui s'est renforcée au cours de l'assemblée générale, refusait de voter ainsi, sentant que c'était une fausse démocratie que de voter sur un

projet dont on était loin d'avoir tous les éléments.

Les partisans du projet eurent recours à une image : «Aujourd'hui, on se trouve dans une gare, il y a d'un côté le train qui part pour Belfort, de l'autre le train pour Dijon. Il faut qu'on tranche, qu'on sache dans quel train on va». L'image fut reprise et renvoyée : «D'accord, tu nous dis de prendre ce train là, mais qu'est-ce qu'il y a dedans ? Est-ce que c'est des wagons de première classe, de seconde classe, des wagons à couchettes ou des wagons à bestiaux ? Tu ne nous dis pas de quoi il est composé, ton train, on ne veut pas trancher...»

DES QUESTIONS SUR LE PROJET LUI-MÊME

Le vote eut quand même lieu. La majorité se prononçait pour, les autres, 150 environ, s'abstenant. Les défenseurs du projet considérant l'accord acquis, sans tenir compte de l'opposition d'une partie importante des «Lip», des protestations s'élevèrent : «Je ne peux pas dire aujourd'hui, il manque des éléments pour juger, je veux approfondir, ce n'est



pas démocratique ce que vous faites là». Face à cela, il faut répondre que toutes les questions portaient sur le contenu du projet, et donc pas sur le projet lui-même. Distinction frauduleuse d'autant que la question sur la possibilité ou non de gagner en constituant un rapport de force était laissée de côté.

A la fin de l'assemblée générale, le débat continuait. La position de la CGT, qui s'est prononcée contre la coopérative en rappelant des principes certes justes sur le fait que les coopératives étaient une intégration au capitalisme, mais en ne proposant comme alternative qu'une pétition à faire signer par tous les habitants de Besançon et à porter au préfet, jeta plutôt le trouble sur la possibilité de s'emparer de la voie de la lutte.

QUEFAIRE AUJOURD'HUI ?

Mais ce qui dominait, y compris parmi les «Lip» qui avaient voté pour la «coopérative», c'est le sentiment qu'on n'avait rien à perdre. La querelle de la gauche a largement ouvert les yeux des «Lip», qui veulent gagner, en consolidant leur autonomie, en adoptant une stratégie qui leur soit propre. Mais la situation politique pesante, l'absence de bilan sur ce qui a fait qu'en 18 mois, il n'ait pas été possible de construire un rapport de force suffisant, leur font aujourd'hui poser la question : «qu'est-ce qu'on peut faire ?». «Bien sûr, on est parfaitement conscients qu'on va se faire blouser, qu'il y a de grandes chances pour que la bourgeoisie soit satisfaite de cette initiative... Mais quant même, il faut tenter le coup, même si c'est une voie entourée de brouillard...»

Monique CHERAN,

Larzac : procès de 7 paysans et de 3 insoumis, des moutons dans le tribunal

Trois objecteurs de conscience, sept paysans, ont été jugés, vendredi, au cours d'une séance mouvementée qui s'est déroulée à Millau (Larzac). Les 7 militants inculpés pour avoir stoppé à St-Sauveur un convoi militaire, afin d'éviter l'habituel saccage résultant des manœuvres, n'ont pu être jugés en raison d'un vice de forme. Les trois objecteurs, insoumis à l'ONF, qui se refusent à les considérer comme des travailleurs à part entière, ont été accusés de «désertion». Le jugement sera rendu le 18 novembre. Le procureur a demandé 6 mois de prison ferme, soit le minimum légal.

Pour l'une et l'autre de ces deux affaires, les paysans du Larzac ne sont pas restés inactifs : en signe de soutien, ils ont bloqué un moment la circulation autour du tribunal avec leurs tracteurs, et placé une banderole «Larzac insoumis» sur la porte du bâtiment. Les paysans ont également fait pénétrer dans le tribunal un troupeau de brebis, ce qui a entraîné une suspension de séance. L'après-midi, une manifestation à laquelle participaient des paysans du Larzac a voulu rejoindre les mégissiers en grève depuis plus d'une semaine mais la jonction n'a pu se faire en raison de l'opposition de la CGT.

Paluel : 300 travailleurs ont été expulsés des chantiers par la police

La police a expulsé des chantiers de la centrale nucléaire en construction à Paluel (Seine-Maritime), 300 travailleurs qui l'occupaient depuis une semaine pour obtenir des hausses de salaires et le respect des conventions collectives, ainsi que des améliorations des conditions de travail. L'intervention des flics a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que la veille, la direction promettait d'ouvrir les négociations.

Trioux (Meurthe-et-Moselle) Les mineurs de fer manifestent

Les mineurs ont massivement suivi la grève de protestation contre la suppression de 3 000 emplois d'ici à 1983. Aujourd'hui, chaque mineur extrait 36 tonnes de minerai par jour, le désir des patrons est de passer à 50 tonnes par jour et par mineur. En dix ans, la mine a perdu 15 000 emplois : du fait de la crise de la sidérurgie, prétendent les patrons, en fait c'est surtout le résultat du pillage des ressources des pays du Tiers-Monde.

Renault : répression sans frontière !

La direction de Renault-Argentine a invité la police à pénétrer dans l'usine pour briser une grève, 130 ouvriers ont été arrêtés, le syndicat a été mis sous tutelle militaire. Les syndicats de la Régie Nationale en France ont protesté auprès de la direction générale «il s'agit d'événements extrêmement graves, d'une atteinte caractérisée aux droits de l'homme, à la liberté... faite, au nom de la Régie Nationale». En France, vendredi, le juge des référés condamnait la Régie ; Ben Lahoucine doit être réintégré et alors qu'il avait été licencié pour raison de santé, la Régie doit lui verser 500 francs par journée perdue. Cette victoire renforce la position des caristes en grève depuis trois semaines, la direction a déjà renoncé à sanctionner 14 des grévistes mais refuse toujours de satisfaire l'ensemble des revendications.

Montéfibre

Le nouveau «Plan de sauvetage» : 700 travailleurs au chômage !

Cela faisait 42 jours que la direction de la Montedison avait pour ainsi dire disparu refusant toute discussion avec les organisations syndicales de son usine Montéfibre menacée de fermeture. Elle est réapparue lors de ces dernières quarante-huit heures, en acceptant de rencontrer, l'inspecteur du travail et de la main d'œuvre, à la Chambre des Métiers d'Épinal. La direction était forcée de constater bien malgré elle, que le silence qu'elle avait observé depuis le 7 septembre en comptant sur le pourrissement de la lutte, n'avait pas porté ses fruits !

Est-ce à dire que la

Montedison serait désormais prête à céder ? C'est du moins ce qu'elle a tenté de laisser croire lors de cette réunion. Varalda, directeur général du secteur Textile de la Montedison a en effet déclaré très sérieusement : «Je fais mon autocritique. Lorsque le 13 juillet, nous avons annoncé la fermeture de l'usine de Saint-Nabord, nous avons laissé entendre que nous voulions détruire les installations. Je m'en excuse... Je dois reconnaître que votre action, a-t-il ajouté à l'adresse de l'inspection du travail «nous a ouvert les yeux. La reprise avec l'ensemble du personnel ne nous semblait pas possi-

ble. Mais c'est du passé. Depuis, d'autres possibilités se sont dégagées». Les solutions «nouvelles» de la Montedison contenues dans un document appelé Plan de sauvetage, consistent... à mettre à la rue près de 700 travailleurs... Et 388 emplois à temps complet ou 629 à mi-temps seraient conservés. Le Plan de sauvetage, prévoit une reprise de la production du polypropylène et du nylon industriel.

Autrement dit, la Montedison propose une «relance» avec environ 100 travailleurs en plus de ce qu'elle acceptait auparavant. Mais ces miettes ne sauraient être acceptées par les grévistes ! La ré-

ponse de l'inter-syndicale, au nom des travailleurs, est d'ailleurs claire à ce sujet : «Nous continuons à exiger la garantie de l'emploi pour les 1039 salariés». La Montedison en effectuant un petit pas en arrière espère entraîner la division dans les rangs des travailleurs, en laissant chacun imaginer que c'est lui qui va être repris.

Une fois la «relance» effectuée, avec seulement 100 ouvriers (ou 200 à temps complet), la fermeture serait effectuée quelques mois après. «On change les méthodes mais l'objectif reste le même», déclarait en ce sens, un délégué CGT.

LUTTES OUVRIERES

La vérité sur les 150 000 emplois du CNPF

Lors de leur conférence de presse, les syndicats CGT et CFDT de l'ANPE donnaient un certain nombre d'éléments sur la réalité de la campagne pour les 300 000 emplois pour les jeunes. Des chiffres éloquentes :

Résultats des stages de formation (total au 13 octobre) : Tous les chiffres donnés sont les chiffres officiels comptabilisés par la direction générale.
— Nombre de stages ouverts : 58
— Nombres de stagiaires : 1 123
— dont nombre de demandeurs d'emploi : 738

Résultats des stages pratiques en entreprise (au 13 octobre) pour lesquels la date de début de stage soit intervenir au cours du mois de : juillet août : 2481 ; septembre : 9 292 ; octobre : 3 922 ; novembre : 71 ; décembre : 12 ; Total : 15 778.

Quels sont les établissements qui ont pris des stagiaires ?

— l'essentiel des entrées en stages pratiques s'est effectué dans des établissements de moins de 50 salariés : 71 %
— les secteurs d'activité les plus représentés sont le bâtiment et le commerce de détail (grands magasins surtout)

Qui sont les jeunes entrés en stages pratiques ?

— la majorité des stagiaires sont des jeunes gens (58 %)
— les jeunes de moins de 18 ans sont peu nombreux. Cela étant dû principalement au fait que travailler 40 heures pour 410 F, cela ne vaut pas la peine. Il semblerait d'ailleurs que cette discrimination : 410 F pour les moins de 18 ans, 90 % du SMIC pour les plus de 18 ans, ne soit pas sans rapport avec l'âge du droit de vote.
— 70 % des stagiaires ont entre 18 et 20 ans. L'ensemble se répartit ainsi : 16 - 17 ans : 197 ; 18 - 19 - 20 ans : 1 009 ; 21 - 22 - 23 - 24 - ans : 217 ; 25 ans : 20.
— le niveau de formation des jeunes entrés en stage pratique, contrairement à ce que dit la bourgeoisie sur la non-qualification des jeunes, source de chômage, est relativement élevé : 74 % des jeunes ont un niveau supérieur ou égal au niveau 60. 55 % des jeunes ont le niveau 50 (BEP, CAP ou CFPA).

Quelle était la situation des jeunes avant d'entrer en stage pratique ?

57 % des jeunes étaient inscrits à l'ANPE comme demandeurs d'emploi, dont 55 % comme demandeurs d'emploi catégorie 1, c'est-à-dire «immédiatement disponible à la recherche d'un emploi durable à plein temps». En fait, ils n'auront de «travail» que pour quelques mois.

— Quelques résultats par région :

En juillet et août, il n'y avait pas encore un seul stage pratique dans certains départements comme l'Ain, les Basses Alpes, la Seine Saint Denis. En Savoie, un seul, dans les Hautes Alpes : 2...

«Faciliter la mobilité» des travailleurs pour faire accepter les licenciements !

● Barrot, secrétaire d'État à l'Équipement et De Charette, directeur de cabinet de Beullac, ont rendu publiques, ces dernières quarante huit heures, les nouvelles mesures que le gouvernement compte prendre d'ici le 1^{er} novembre ou a pris dernièrement en vue de «faciliter la mobilité géographique et professionnelle» des Français.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement prend ce genre de mesures. On se souvient qu'il y a un peu plus d'un an, le conseil des ministres traitant du chômage des jeunes, décidait «de quadrupler le montant de la prime de mobilité des jeunes», prime dont l'objectif évident, était de dissuader les jeunes travailleurs de s'opposer aux licenciements les touchant, et d'accepter de suivre les entreprises dans leur déplacement.

Les nouvelles mesures, loin de ne concerner que les jeunes, s'étendent cette fois à l'ensemble des travailleurs.

La première mesure, subtile, ne vise pas directement à faire accepter aux travailleurs licenciés, un emploi loin de chez eux. Elle veut les inciter... à se déplacer dans des régions éloignées... pour s'informer des offres d'emplois dans les ANPE de ces différentes régions ! Un bon de transport gratuit ou une indemnité forfaitaire de 6,25 à 31,25 francs, leur est offerte dans le cadre d'un déplacement de plus de 100 kilomètres. Les frais de repas et d'hôtel leur sont même indemnisés !

Mais du déplacement «pour s'informer» au déplacement définitif la bourgeoisie espère bien qu'il n'y aura qu'un pas. Pour «aider» à le faire, elle propose des indemnités de «frais de changement de domicile», aux travailleurs licenciés depuis moins d'un an... ou à ceux

refus, ce sera le licenciement !

L'aide au déménagement comprend en outre le remboursement des frais de transport de la famille et une indemnité pour les autres frais de déménagement. Le cas est même envisagé d'un couple avec deux enfants qui se déplacerait de 600 kilomètres ! Enfin, une prime dite «transfert» serait accordée à ceux qui accepteraient de déménager d'au moins 20 kilomètres.

turations dans de nombreuses branches d'industries, le pouvoir propose des «aides au logement». Elles s'adressent bien sûr d'une part aux travailleurs habitant depuis de nombreuses années dans une région précise et qui, à coup d'énormes sacrifices, ont fait parfois construire une petite maison ou sont en train de la faire construire. Le gouvernement propose dans ce cas là, et entre autre mesure un «prêt relais» pour couvrir en partie l'apport personnel, nécessaire à l'acquisition d'un nouveau logement. Ce prêt... pour 2 ans sera comme son nom l'indique, remboursable !

Mais le gouvernement ne peut guère y croire et s'intéresse d'abord aux travailleurs qui sont seulement locataires de leur logement (la minorité). Le pouvoir propose «une priorité de réservation dans les HLM». Deux expériences vont même être lancées pour «sonder» l'impact de ces mesures : l'ANPE et le «Centre d'information-logement», dans une dizaine de villes vont coordonner leur action, pour proposer dans les ANPE, des offres d'emplois éloignées, assorties d'offres de logement. Empêcher la riposte aux licenciements, satisfaire les vœux de Ceyrac de «donner aux chefs d'entreprise la liberté et la facilité de licencier», tels sont les objectifs poursuivis par ces nouvelles mesures.

R. FEUILLET



qui acceptent de suivre une entreprise qui restructure et qui déménage certains ateliers. On aura compris qu'en cas de

L'AIDE AU LOGEMENT

Pour mieux faire accepter aux travailleurs les conséquences des restruc-

Usinor (Trith St-Léger)

● Grèves sectorielles depuis 1 mois

● Lock-out aux HF 1 et 3 depuis vendredi

Depuis un mois, des luttes sectorielles se mènent à l'aciérie n°1. La première a commencé avec la suppression de l'équipe de jour des ouvriers chargés de nettoyer les «cendriers» (l'endroit où s'accumulent les dépôts de suie). Cette suppression entraînait un accroissement de travail pour les fondeurs qui se sont mis alors en grève, rejoints dans leur mouvement par les oxycoupeurs qui engageaient une grève tournante pour une augmentation de leurs salaires.

Les pontonniers à leur

tour entrent en lutte pour la même revendication. Deux équipes, B et D, ont décidé ensuite seize heures de grève minimum par secteur et par mois pour obtenir 300 francs pour tous.

Une assemblée générale jeudi aux hauts-fourneaux décidait la grève de huit heures par poste (pour trois postes) toujours pour les salaires. Alors, le directeur d'Usinor Dunkerque, jeudi, a décidé le lock-out, à partir de ce jour-là, à 14 heures, annonçant que même à la fin de la grève

des hauts-fourneaux, elle ne les remettrait pas en route sans l'engagement qu'il n'y aurait plus de mouvement dans l'avenir !

En clair, la direction remet totalement en cause le droit de grève ! Vendredi matin, les travailleurs des hauts-fourneaux 1 et 3 ont terminé leur grève de 24 heures. A 3 heures du matin, ils ont voulu remettre en route le haut fourneau, la direction s'y est opposée !

En bref... En bref... En bref... En

CIT ALCATEL (ARCUEIL) :
LE PATRON : «SI 1 900 F NE VOUS SUFFISENT PAS, SUICIDEZ-VOUS»

Les luttes d'ateliers se multiplient à l'usine CIT ALCATEL d'Arcueil. Depuis plus de trois semaines, les ouvrières de l'atelier micro-électronique ont arrêté tout travail pour s'opposer à des licenciements et exiger des augmentations de salaire. Cette semaine, ce sont les travailleuses d'un autre atelier, celui de la « *finition semi-conducteur* » qui multiplient les débrayages. Là aussi, il s'agit de réclamer une hausse des salaires qui sont au maximum de 1 900 francs. Le patron ajoute à son intransigeance la provocation : alors que les travailleuses de l'atelier « *finition* » lui demandaient si 1 900 francs par mois lui suffiraient pour vivre, il répondait « *La preuve, c'est*

que vous êtes là. Vous savez, l'homme peut s'adapter à beaucoup de situations difficiles et vivre. Autrement, il lui reste le suicide ». Que ce patron se rassure, les travailleuses lui feront, tôt ou tard, ravalé son cynisme !

BLANCHISSERIE DE GRENELLE (ISSY LES MOULINEAUX) :
GREVE DE 24 HEURES 8 % D'AUGMENTATION

La totalité des travailleuses et travailleuses, tous émigrés des Blanchisseries de Grenelle (blanchisserie industrielle) à Issy-les-Moulineaux a ralenti la production pendant une durée de 24 heures. Ce coulage des cadences a rapidement porté ses fruits puisqu'il a contraint la direction à augmenter tous les salaires de 8 %. Depuis, les cadences ont bien sûr re-

pris : leur diminution est aussi un objectif poursuivi par les travailleurs de cette blanchisserie qui avait déjà fait parler d'elle, il y a un an, lors d'une grève contre les conditions de travail particulièrement dures.

GRANDS MOULINS (CORBEIL) : ÉCHEC À LA RÉPRESSION UN TRAVAILLEUR LICENCIÉ PUIS RÉINTÉGRÉ

Il y a quelques jours, le patron de l'entreprise «Grands Moulins» à Corbeil (Essonne) licenciant un travailleur immigré accusé d'avoir bousculé un chef. Les travailleurs français et immigrés au coude à coude sont alors partis en grève. Celle-ci s'est terminée au bout de 24 heures, son objectif étant rempli : la réintégration de leurs camarades.

LE PS ET LE NUCLÉAIRE : RÉALISER LE CONSENSUS

● L'aspect essentiel de la résolution du bureau exécutif du PS sur les questions énergétiques est d'ordre politique. Cette prise de position vise à gagner des voix des écologistes et également à mettre le PCF dans la position difficile du seul parti de gauche favorable à la poursuite du programme électro-nucléaire engagé. Il n'est pas étonnant que le CERES, toujours soucieux de ne pas indisposer le PCF ait voté contre cette résolution.

Cette prise de position n'est en aucun cas une remise en cause du développement de l'électro-nucléaire. D'abord les centrales actuellement en construction seront achevées, ensuite, au terme du débat national, de nouvelles centrales seront construites en fonction de ce que le débat aura déterminé. En fait quand on demande des précisions sur les centrales qui seront achevées et celles qui ne le seront pas, on se rend compte que le critère retenu pour décider est en général le degré d'opposition des populations à la centrale considérée.

Le PS explique qu'il tient compte du degré d'avancement des centrales pour décider si elles peuvent ou non être arrêtées. Mais il accepte de laisser se poursuivre les travaux de Braud et Saint-Louis, alors qu'il veut stopper ceux pourtant plus avancés de Superphénix. Dans le cas de Braud-et-

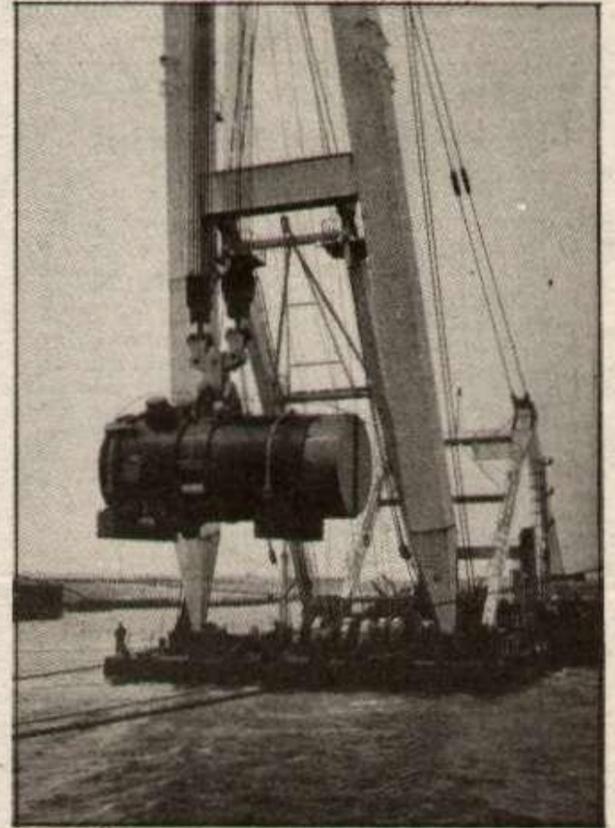
Saint-Louis, l'opposition est certes importante, mais elle a peu d'écho national, par contre pour Superphénix, la mobilisation contre la construction est nationale et même européenne. Le PS envisage de laisser se poursuivre la construction des tranches 3 et 4 de Bugey, dans la mesure où l'opposition locale est très faible.

Tout est donc fonction du rapport de forces.

Que sera le débat national annoncé ? Il semble que les «élus locaux» aient voix prépondérante, en l'affaire, et que le PS procède à des petites consultations locales. Il espère trouver un certain nombre de sites où il n'y ait pas d'opposition majoritaire au nucléaire.

Son calcul semble être le suivant : dans un premier temps désamorcer l'opposition à l'électro-nucléaire par une suspension de nouvelles constructions, puis engager, sous couvert d'un «débat démocratique» une propagande intensive pour faire accepter une reprise des constructions de centrales pour assurer la croissance économique. Par rapport au programme actuel, il s'agit certes d'un recul, mais ce recul tient non pas à des positions de principe, mais au rapport de force actuel sur cette question.

Serge LIVET



Déchargement de la cuve de la centrale nucléaire de Gravelines dans le port de Dunkerque. Gravelines fait partie des projets maintenus par le PS.

Le programme nucléaire du PS

Le parti socialiste compte préciser plus avant son projet de programme nucléaire lors des journées nationales sur l'Énergie qui se tiendront à la mi-novembre à Cligny. Mais d'ores et déjà, nous pouvons fournir quelques-uns des éléments de réflexion du PS et en particulier en ce qui concerne les centrales dont la construction sera maintenue si le PS accède au pouvoir, d'après les propres déclarations que Christiane Mora, déléguée nationale à l'Environnement, nous a faites.

I - CENTRALES CLASSIQUES

La construction de Braud-Saint-Louis est maintenue «Le PS s'est battu sur place avec les associations et on a été battu comme tout le monde. En conséquence, nous considérons que le projet de Braud est engagé donc, sera poursuivi.»

● Les projets du Pellerin, Saint-Maurice l'Exil, Cruas, Cattenom, Nogent-sur-Seine, seraient abandonnés.

● Le cas de Fliamanville sera tranché, compte-tenu de l'avancée des travaux d'ici mars 78.

● Les tranches III et IV de Bugey sont considérées comme engagées «Dans la mesure où des sites comme Bugey ont été tolérés par la population, nous préférons que les tranches engagées soient construites dans ces sites-là plutôt que d'ouvrir de nouveaux sites» a affirmé Christiane Mora.

● En ce qui concerne le site du Tricastin, les deux tranches de 900 MW sont maintenues, ainsi que l'usine d'enrichissement d'uranium «Dans la mesure où des centrales sont construites, il faut qu'elles marchent, cela est clair».

● Mines d'uranium : le PS compte prendre plus tard une position publique «Ce qui est sûr, c'est que ces installations doivent être

placées sous contrôle public».

II - LES SURRÉGÉNÉRATEURS

Le PS propose un «moratoire», c'est-à-dire l'interruption des travaux et l'ouverture d'un débat dont la durée ne sera pas fixée, et à l'issue duquel le sort de Superphénix serait tranché «A la différence des PWR, les projets de surrégénérateurs sont peu avancés et on peut tout remettre en cause à ce niveau». La recherche en

tion du contrat avec l'Afrique du Sud.

IV - LA «CONSULTATION DÉMOCRATIQUE»

Le texte prévoit un référendum ou «toute autre forme de consultation démocratique». Prudence due au contre-feu du CERES et du PCF, hostiles à toute remise en cause du programme : «Le PCF nous a répondu qu'en dehors des élections législatives, il n'y a pas d'autre forme de consultation valable. Cela nous semble un peu court»

Premières réactions chez les écologistes

Laurent Samuel (Amis de la Terre). «Ces propositions sont très en retrait par rapport aux propositions des écologistes, cela équivaut à la réalisation de la moitié du programme de Messmer. Le seul point relativement positif c'est Superphénix. Par ailleurs politiquement c'est le signe que le PS, de même qu'éventuellement d'autres partis, est susceptible de bouger. C'est une évolution tout-à-fait insuffisante, fragmentaire, mais c'est le signe d'une évolution possible. Elle s'explique par la pression de la base du PS qui est très hostile au nucléaire et d'autre part il y a une volonté de récupérer les voix des écologistes.»

Si les socialistes en restent là, cela ne changera rien à la volonté des écologistes de se représenter aux élections. C'est tellement en deça de nos propositions. Mais cela peut représenter des évolutions possibles aussi peut être du côté des centristes ?»

Vincent Richer (Amis de la Terre). «On pense que c'est un pas dans la bonne direction, mais que l'essentiel reste encore à faire. La timidité avec laquelle la proposition de référendum est faite, tient compte de l'opposition du CERES. Le CERES est contre le référendum pour deux raisons : il ne veut pas accroître le différend avec le PCF, et d'autre part le CERES est un repère de technocrates. Le pas fait par le PS est insuffisant, c'est une proposition peu hardie comme nous l'avons déjà dit».

surrégénération se poursuivra activement.

III - LES EXPORTATIONS DE TECHNOLOGIE NUCLÉAIRE

Le texte du PS est plus que discret sur cette question, cependant le PS semble hostile à «l'exportation de toute usine de retraitement» et au main-

«Le CERES affirme un désaccord de fond avec le reste du parti sur l'hypothèse de tout moratoire ou de suspension de programme».

En ce qui concerne «les autres formes de consultation», terme flou s'il en est, le PS semble s'orienter vers des référendums municipaux dans les communes proches d'un site...

Le plan énergétique intérimaire

Le PS propose de substituer au plan énergétique

gouvernemental au «plan énergétique intérimaire».

Deux aspects de ce plan sont déjà connus, il s'agit de la suspension de toute nouvelle commande de centrale nucléaire pendant une période de 18 mois à deux ans et le moratoire sur la construction de Superphénix.

Les réactions du PCF : «Une position nihiliste»

La position du PS en faveur d'un moratoire ne pouvait manquer de provoquer de vives réactions du PCF. A Evry, Mireille Bertrand, membre du Comité central du PCF, a notamment déclaré :

«On ne comprend pas pourquoi le Parti socialiste se prononce pour le moratoire, ce qui est en contradiction avec ce qu'il avait accepté dans le travail d'actualisation du programme commun. Le gros problème qui est posé au pays n'est pas de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce qui reviendrait à une position nihiliste car tout le monde reconnaît la nécessité de transiter par le nucléaire avant de maîtriser les énergies douces...»

Arrêter la construction au nom des progrès de la recherche est une aberration.»

Il est clair que le PCF veut maintenir un rythme élevé de construction de centrales nucléaires. Celles-ci ne poseraient plus aucun problème à partir du moment où elles seraient nationalisées.

Cruas : rassemblement national et marche dimanche

C'est dimanche que se tient le rassemblement de protestation appelé par le Comité de défense anti-nucléaire de Cruas-Meysses, en réponse à l'ouverture du chantier par l'EDF et la police. Une marche en direction du site de la future centrale clôturera cette manifestation. Nouvelles réactions : le bureau du syndicat CGT de l'Équipement, après avoir protesté contre l'illégalité de l'action note que cette politique «favorise la poursuite des agressions contre des agents et le matériel EDF» et «alimente la campagne de dénigrement contre les entreprises nationalisées». Pour sa part, le PCF refuse de s'associer à la marche. L'Humanité explicite cette position ainsi : «Une initiative qui rappelle étrangement celle de Creys-Malville et qui risque de dégénérer en affrontements graves avec les forces de police». A peine rendue publique sa position ambiguë sur le moratoire, le PS a décidé de s'associer à la manifestation «au coude à coude avec les écologistes». Le préfet de l'Ardèche a déclaré pour sa part : «Je veillerai personnellement et scrupuleusement au maintien de l'ordre.»

Pour pallier au ralentissement de l'équipement électro-nucléaire, et au déficit énergétique que cela entraînera, le PS propose : «Diversification des sources d'énergie et des fournisseurs, un plus large appel au charbon, au gaz naturel et à l'hydraulique» «Le développement conjugué des économies d'énergie et des énergies nouvelles susceptibles d'applications immédiates en particulier par le recours aux centrales mixtes de production d'électricité et de chaleur, par la récupération des rejets thermiques industriels, par le développement du chauffage solaire et géothermique et de la pompe à chaleur».

Ceci reste très vague, aucun engagement précis, ou chiffré n'est pris. On lit les mêmes propositions dans les projets gouvernementaux, sans que cela ne soit suivi d'effet. Sur ce plan, le PS se réserve toutes les possibilités.

Notons que la «diversification» envisagée par le PS, selon les précisions que nous avons pu obtenir se baserait pour l'essentiel sur les importations, en gaz comme en charbon. En particulier il est envisagé de faire appel au charbon polonais. Le plan gouvernemental de liquidation des Houillères ne paraît pas être remis en cause.

L'imprécision de ce plan énergétique intérimaire, son caractère extrêmement sommaire confirme qu'il s'agit d'un plan élaboré à la hâte dans des visées électoralistes évidentes.

La police française à l'école de Schmidt

Accusé à plusieurs reprises de mettre peu de zèle à traquer les terroristes, Bouvier, chef de la police criminelle déclarait sur A 2 vendredi soir : «*Nous avons arrêté Klaus Croissant, je crois que les services allemands mettent aussi un certain temps pour arrêter les personnes recherchées, et notamment les terroristes de la bande à Baader. Nous avons tout fait, dans un climat de collaboration excellent avec les Allemands et nous sommes désagréablement surpris de la petite polémique qui se manifeste depuis 24 heures. Il est bien évident que le terrorisme se manifeste actuellement surtout en Allemagne dont nous sommes des voisins et d'autre part il se trouve en France des sympathisants... il y a aussi des groupes qui sont certainement prêts à aider les membres de la «bande à Baader» qui sont recherchés. Ils ne sont pas, dans une grande proportion, mais suffisamment nombreux pour être efficaces. C'est une préoccupation de la police française, mais qui n'est pas simplement actuelle.*

Chacun a sa pratique, nous aiderons dans toute la mesure de nos moyens les services allemands, et cette collaboration est particulièrement efficace.

Cette utilisation de la notion de «*sympathisants*», comme on peut en voir aujourd'hui l'application en Allemagne, est lourde de menaces.

Communiqué de presse

Dans son numéro du samedi 22 - dimanche 23 octobre, le journal *Le Matin* a, sous le titre «*Mais qui sont les terroristes français ?*» gravement mis en cause et diffamé l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire (U.C.J.R.).

Outre des appréciations politiques complètement erronées et fantaisistes sur la ligne suivie par notre organisation, *Le Matin* avance des allégations d'une extrême gravité et qui constituent une véritable provocation contre notre Union.

Premièrement, en assimilant notre organisation parmi les «*terroristes français*» qui, selon ce journal, «*frappent à droite, à gauche*» et pratiquent «*attentats à l'explosif, sabotages, enlèvements, assassinats*».

Accusation répétée ensuite, précisément en ce qui concerne l'U.C.J.R., par cette formulation : «*en préconisant notamment des sabotages*», ce qui constitue une contre-vérité manifeste.

A l'heure où se déchaîne, à l'occasion des événements d'Allemagne fédérale, une campagne de grande ampleur prétendant que la France serait «*une plaque tournante du terrorisme international*», *Le Matin* se charge tout particulièrement de diffamer notre organisation et d'appeler sur elle toutes formes de répression.

Notre organisation fonde son action sur le marxisme-léninisme, elle a toujours montré dans ses positions et dans son action qu'elle rejetait les pratiques terroristes et que, pour elle, la révolution ne pourrait être que l'œuvre de l'action consciente des masses.

Paris, le 22 Octobre 1977

Le Secrétariat National de l'U.C.J.R.



L'organe officieux du PS prend toute sa place dans la campagne hystérique assimilant droits communs, terroristes et révolutionnaires.

L'Alsace à l'heure allemande

UN PLAN DE BATAILLE CONTRE LE TERRORISME TENU SECRET

C'est une des principales décisions prises à Bonn par Barre et Schmidt.

Ainsi, les autorités et la presse allemandes qui se plaignaient de la «*mollesse*» de l'attitude française voient leurs souhaits exhaussés.

Un correspondant de Strasbourg nous signale que jeudi matin une centaine de policiers français contrôlaient les voyageurs de la gare de Strasbourg en compagnie de leurs homologues allemands !

Ces derniers qui ne participaient pas directement aux vérifications semblaient être là pour emmener directement outre-Rhin les voyageurs «*suspects*» d'origine allemande : une éventuelle extradition totalement illégale et clandestine. Car la préfecture avait fait l'expérience de la mobilisation de plusieurs centaines de jeunes en Alsace, au printemps dernier, contre l'extradition de Schulz, «*suspecté*» d'appartenir à la RAF.

La collaboration étroite de la police française avec les autorités allemandes se manifeste également par le fait qu'en Alsace aussi bien qu'en RFA des milliers de tracts sont diffusés, portant la photo des «*suspects*» désignés par la police allemande.

Les polices française et allemande écumant la région vosgienne et le Sundgau (section située entre Mulhouse et le Territoire

de Belfort) s'intéressant particulièrement aux résidences secondaires, nombreuses à avoir été achetées par des Allemands dans la région.

La police française à l'instar de son homologue allemand cherche à susciter un climat de délation, ce qui donne quelques fois des résultats un peu complexes. Ainsi, la fameuse Audi verte aurait été aperçue à la même heure dans trois villes distantes de plusieurs dizaines de kilomètres. Exemple de tracaseries policières de plus en plus pesantes : une touriste allemande qui faisait ses courses à Barr (BR) s'est soudainement fait assaillir par sept flics parce qu'elle ressemblait aux photos diffusées.

Comme nous l'indiquions hier, passer la frontière est devenu difficile, la police des deux pays fouillant minutieusement tous les véhicules.

Selon *Libération* l'ancienne directrice du journal *Klapperstei 68* édité à Mulhouse, aurait été perquisitionnée et interrogée par la police judiciaire parisienne. D'anciens militants du «*Comité contre l'extradition de Detlev Schultz*» figureraient également sur une liste de «*suspects*» à interroger.

Des perquisitions multiples auraient également eu lieu dans des milieux de marginaux parisiens sans que l'on puisse établir avec

certitude qu'il y a là un rapport avec «*la lutte contre le terrorisme*».

Quoiqu'il en soit, il apparaît que le voyage de Barre aura, semble-t-il, des conséquences rapides sur l'attitude de la police

française ; celle-ci (voir encadré) s'active beaucoup sous prétexte de «*circonstances exceptionnelles*» sous couvert de commentaires de la presse internationale tentant d'accrocher l'idée de «*Paris, plaque tournante du terrorisme international*».

A la gare Saint-Lazare

Vendredi à 19 heures, un rassemblement à l'appel de certains groupes parisiens devait se tenir à la gare Saint-Lazare.

Dès 18 heures, tout le quartier jusqu'à l'Opéra et l'Eglise de la Trinité était quadrillé par les forces de police. A plusieurs reprises, des groupes de flics en tenue de combat, casqués, armés de mousquetons et de longues matraques, interpellent des groupes de jeunes, même étrangers au rassemblement, et vérifient leur identité. Un témoin affirme avoir vu les flics embarquer directement les jeunes qui sortaient du métro. Les flics s'acharnent à cinq sur un jeune qui passait par là.

Parmi les travailleurs qui s'apprêtaient à prendre leur train, de nombreuses réflexions condamnent l'étrouffant quadrillage.

Prison pour graffitis

Pour avoir écrit sur les murs du métro République, «*Baader a été assassiné*» et «*tous à la manif de vendredi*», cinq jeunes gens ont été condamnés à huit jours de prison avec sursis. Si peu que cela puisse paraître au premier abord, la condamnation est exorbitante par rapport au «*délit*» ou prétendu tel. Elle fait bon marché de la liberté d'expression et s'inscrit dans le cadre de la «*chasse au terroriste*» pour laquelle Barre a spontanément offert son soutien à Schmidt.

UNE PROVOCATION DU MATIN

«*Qui sont les terroristes ?*» Sous ce titre, sur une demi page s'étale un article, non signé, c'est plus courageux, qui prétend apporter des révélations précises sur le développement du «*terrorisme français*». Reprenant des procédés qui ne désavoueraient pas le *Bild* de la chaîne Springer, *Le Matin* se joint sans aucune pudeur au concert soigneusement orchestré à Bonn qui vise, sous couvert de lutte anti-terroriste, à amalgamer révolutionnaires et terroristes.

Dans cet article censé traiter des «*terroristes français*», on peut lire : «*Aujourd'hui regroupés au sein de l'Union Communiste des Jeunes Révolutionnaires (UCJR), les nouveaux maoïstes s'épuisent à vouloir réaliser l'unité de la jeunesse au côté de la classe ouvrière*»... Elles («*les forces marxistes-léninistes*») ont surtout manqué complètement,

jusqu'à présent leur objectif premier : réaliser l'implantation en milieu ouvrier (en préconisant notamment des sabotages et la «*résistance*» à l'encadrement).

L'article poursuit juste après : «*A la lisière de ces tendances vaguement organisées, plus ou moins structurées, il existe des groupes limités, totalement clandestins, qui multiplient les actions individuelles*», ainsi donc sont purement et simplement amalgamés les marxistes-léninistes qui «*préconiseraient les sabotages*» aux pratiques terroristes qui se trouveraient «*à sa lisière*». Amalgame qui, faut-il le dire, ne s'appuie évidemment sur aucun fait précis, aucune réalité concrète, mais cela ne gêne nullement le journaliste du *Matin*. Ignorant délibérément les prises de position permanentes de notre parti depuis le début de son existence à propos du terrorisme, *Le*

Matin préfère recourir à un procédé ouvertement diffamateur et provocateur.

Il ne s'est pas seulement donné la peine de prendre connaissance de la position prise dans la presse par le PCR à propos des derniers événements, dans laquelle figurait, à côté de la dénonciation argumentée du climat policier qui sévit en RFA aujourd'hui et qui sert au-delà de la recherche des terroristes, à repérer, fiché, isoler les révolutionnaires, une démarcation extrêmement nette par rapport aux pratiques de la RAF, que nous estimons totalement étrangères au mouvement ouvrier et au mouvement révolutionnaire.

Mais cela, *Le Matin* n'en a cure, puisque son article, en guise de conclusion, cède la parole à une personnalité d'outre-Rhin, socialiste de surcroît !

«*Mais il y a surtout chez vous la protection spontanée accordée aux mouvements politiques. Je voudrais insister sur le fait que les activités des terroristes contrecarrent dangereusement la politique de la gauche dans les pays concernés*».

Ainsi se trouve éclairci le sens de la besogne du *Matin* : remettant en cause la «*protection spontanée accordée aux mouvements politiques*», le journal officieux du PS entend, avant et après 78, faire le maximum pour que les révolutionnaires ne contrecarrent pas la politique de maintien du capitalisme par la gauche. Amalgamant pour cela les forces marxistes-léninistes, en particulier l'UCJR, aux terroristes, *Le Matin* appelle ainsi le gouvernement actuel à réprimer ces forces. Cette provocation, parce que c'est bien de cela qu'il s'agit, fournit de précieuses indications sur l'attitude que prendra ce journal après 78 au service de la répression des révolutionnaires par un gouvernement de gauche, s'inspirant en cela des méthodes et procédés de la presse allemande.

Mitterrand en Bulgarie

Une visite de circonstance

● Quelle discrétion dans *L'Humanité* sur le voyage de Mitterrand et d'une délégation socialiste pendant trois jours en Bulgarie ! Ce voyage n'a pourtant rien eu d'une simple prise de contact, discrète et réservée : Mitterrand a suivi le traditionnel itinéraire des hôtes de marque, visite de monuments, dépôts de gerbes, etc... et surtout il s'est entretenu avec le leader bulgare Jivkov. On sait d'autre part à quel point la politique bulgare est dépendante de celle de l'URSS pour se rendre compte qu'en fait, ce voyage, prévu depuis longtemps, a été l'occasion d'une prise de contact entre Mitterrand, prétendant au pouvoir en France, et le bloc de l'Est. Et cela en pleine période de désunion de la gauche, au moment où il ne se passe pas un jour sans que le PCF ne vilipende le «virage à droite» du PS.

On sait peu de choses de ce voyage et des discussions qui ont eu lieu. La seule déclaration de Mitterrand a été faite in extremis, et ne

concernait que les réactions à l'affaire Schleyer et quelques considérations sur l'Union de la gauche en France. Pourtant, à coup sûr, bien d'autres sujets ont été évoqués, et en premier lieu les rapports que le PS au pouvoir instaure avec le social-impérialisme. On peut se faire une idée de ces rapports en se rapportant à une visite effectuée par ce même Mitterrand en URSS, au mois d'avril 1975 (dans une période, remarquons-le, où la polémique faisait déjà rage à gauche). Rappelons les paroles prononcées alors par le premier secrétaire du PS : «*Pournous, l'URSS est un facteur de paix. Le rôle historique de Leonid Brejnev dans la paix apparaît comme un rôle immense*». Depuis, la politique du PS n'a pas évolué sur ce point, et reste finalement bien proche de celle de Giscard : des critiques adressées à l'URSS pour sa non-application des accords d'Helsinki en ce qui concerne les droits de l'homme, mais dans le fond une faiblesse, ou des reculs,



face aux initiatives du social-impérialisme.

Mitterrand et Jivkov ont très certainement abordé aussi les problèmes de l'Union de la gauche en France. Il ne fait pas de doute que le social-impérialisme verrait d'un bon œil l'accession du PCF au gouvernement, et plus encore la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'État. Car, nécessairement, malgré les contradictions entre le PCF et Moscou, cette politique amènerait la France à se rapprocher de la mouvance soviétique. Il n'en reste pas moins que le PS est le premier parti de France du point de vue électoral, et que ces possibilités d'accession au pouvoir sont grandes, dans le cadre de l'Union de la gauche aussi bien que dans le cadre d'une alliance

centriste. Il importe donc pour le social-impérialisme de pratiquer dès aujourd'hui une politique de flatterie et de coopération avec lui. Cela d'autant plus que l'enjeu dépasse largement le cadre de la France. Derrière Mitterrand, c'est aussi à l'Europe social-démocrate que s'est adressé Jivkov. Là encore, rappelons les termes de la discussion à Moscou en 75 : Brejnev avait mis en garde le PS français contre les «dangers de l'intégration européenne». La réponse de Mitterrand avait été sans ambiguïté : «*L'Europe indépendante n'est pas pour demain*». Un langage qui n'est pas pour déplaire aux hommes du social-impérialisme, qui, finalement s'accommoderaient assez bien de la présence d'un Mitterrand au pouvoir.

L'émission Apostrophe : les bourgeois n'ont pas honte

Le capitalisme est-il une maladie honteuse ? La question, celle qui était posée à l'émission *Apostrophe*, aura de quoi surprendre les travailleurs. Pour eux, le capitalisme, c'est avant tout un système d'oppression, d'exploitation, qu'ils subissent tous les jours, et qui trouve sa concrétisation dans le chômage, dans les bas salaires, dans la restriction des libertés, dans la répression dans et hors de l'usine, etc. L'idée sur laquelle s'appuyait l'émission, à savoir que les patrons d'aujourd'hui auraient honte de s'avouer capitalistes, fait plutôt sourire.

Le débat opposait Edgar Faure, Maurice Roy, journaliste au *Point* et auteur d'un minable pamphlet intitulé «*Vive le capitalisme*», Caron historien à la Sorbonne et surtout le socialiste Jean Matouk et le nouvel économiste en pointe du PCF, Anicet Le Pors, conseiller personnel de Marchais. Des «spécialistes» en quelque sorte, chacun y allant de sa petite solution : Edgar Faure et sa «participation», Matouk et sa relance de l'économie de marché au travers de quelques nationalisations bien choisies, Anicet Le Pors et son développement prédominant du secteur d'État.

Les militants de base du PCF auront sans doute été un peu choqués de voir Edgar Faure et Anicet Le Pors s'envoyer du «monsieur le président Faure» et «monsieur le sénateur» à longueur d'émission. Tous ces gens ont disserté sur le capitalisme sans une seule fois aborder la question décisive du pouvoir.

Un poids prépondérant de l'État sur le marché ou au contraire un développement de l'entreprise individuelle, qu'importe au fond si les travailleurs continuent à être dépossédés du pouvoir ? Pas une seule fois évidemment, il n'a été fait allusion au fait qu'il y avait les travailleurs qui produisaient, et une minorité qui s'accaparait le fruit de ce travail.

Le Parti giscardien contre le personnel ANPE

Les syndicats CGT et CFDT ont communiqué une lettre de la section Isère du Parti républicain, envoyée à Soisson, après «l'affaire Ben Dhiaf», où le personnel de l'ANPE d'Echirrolles s'était solidarisé avec ce travailleur tunisien qui protestait contre le racisme des annonces. C'est une invitation à la chasse aux sorcières.

«*Il importe que la Direction générale de l'ANPE puisse faire une enquête sérieuse sur les futurs candidats à l'agence, car comme par hasard, les opinions politiques de ces gens sont généralement CFDT ou mieux CGT.*

Pourtant, nombre des membres du personnel sont de tendances majoritaires ou anti-communistes. Ils souhaitent des décisions rapides et efficaces qui leur procurent la sécurité dans leur emploi, leur permettent un travail plus efficace.

Dans ces quelques mois qui nous restent, ces agents qui peuvent être pour nous précieux pour les législatives doivent être aidés et soutenus par des prises de position, aussi bien de la direction générale de l'ANPE, du ministère du travail et celui de la justice.

Je vous demanderai donc, Monsieur le Secrétaire général, de prendre toutes initiatives qui puissent répondre au désir de ce personnel et nous permettraient à nous, Parti républicain, de continuer notre implantation. (...)

Une vivante illustration du réformisme giscardien. A quand les interdictions professionnelles à l'allemande ?

Des intellectuels qui comptent...

Un docteur en sciences économiques, un agrégé d'histoire, un professeur à l'École des Beaux-Arts, un technicien supérieur de l'EDF, une agrégée de médecine, un polytechnicien, un diplômé de Sciences Politiques. Qui sont donc tous ces gens-là ? Les candidats du PCF pour les élections législatives à Paris, bien sûr. Il convient pour être juste d'y ajouter un nombre important de permanents, députés ou conseillers de Paris, et aussi 1 ouvrier. C'est parait-il, pour respecter la composition sociologique de la capitale que le PCF a désigné ces candidats-là. Le PCF précise encore dans *Paris-Hebdo* qu'il a tenu à choisir «des intellectuels qui comptent», «des intellectuels qui contribuent au rayonnement de la capitale». Il est vrai que pour Marchais et les siens, les travailleurs ne contribuent en rien à la «renommée» d'un pays. Surtout à Paris, la ville de la Commune.

La préparation des Législatives

Présentation des candidats RPR et PR : la division consacrée

● Depuis mercredi, c'en est fini des discussions oiseuses à droite, après l'adoption d'un «manifeste» dont on n'entend déjà plus parler, et après une ultime réunion de répartition des circonscriptions.

Dès le lendemain, le RPR présentait ses candidats, une première liste de 224 noms, et vendredi, c'était au tour du PR de faire sa présentation, dans les luxueux salons de l'hôtel Méridien à Paris. Il y a l'clin de la coupe aux lèvres en ce qui concerne l'unité de la droite, et les chiffres le prouvent.

Sur les 380 circonscriptions de province, il y en aura un peu plus de 100 où la droite présentera une candidature unique. Ce qui signifie en clair que dans toutes les autres, la droite n'a pas pu se mettre d'accord, et qu'il y aura des primaires.

Cette énorme proportion de points d'affrontements se trouvera certainement encore plus gonflée quand les circonscriptions parisiennes seront ouvertes.

D'après ce que l'on peut

savoir aujourd'hui, le RPR présentera environ 400 candidats, y compris les candidats uniques, le PR en présentera environ 300, et le CDS de Lecanuet, 150. Reste à connaître le nombre de candidats radicaux, ceux-ci bénéficiant, en sous-main, du soutien des giscardiens et des centristes face au RPR.

Ces données appellent quelques commentaires. Si l'on se réfère aux dernières élections législatives, celles de 1973, (certes la situation

politique a considérablement changé depuis) il n'est pas intéressant de constater qu'en 73, il y avait eu 405 candidatures d'union à droite, soit beaucoup plus qu'aux prochaines élections. Qu'on ne vienne pas dire après que la droite a renforcé sa cohésion ! Sur ces 405 candidatures communes, 281 allaient à l'UDR, 75 aux républicains indépendants, et 36 au CDP (il est vrai que les «réformateurs» se présentaient à part).

Un plus grand nombre de candidats RPR, un plus grand nombre de candidats giscardiens, voilà la conséquence de l'absence de perspectives de la droite aujourd'hui. Tout le monde veut défendre son beefsteak.

On peut ensuite constater un rajeunissement sensible des effectifs. Que ce soit du côté du RPR ou de côté du PR, on espère ainsi faire oublier que ces partis participent au gouvernement depuis 20 ans, avec

tout ce que cela a de nocif pour les travailleurs. Piètre manœuvre qui consiste à essayer de dissimuler le passé en changeant la forme, mais pas le contenu. D'autant plus que tous les «barons» du gaullisme, un nombre impressionnant d'anciens ministres, tout l'état-major giscardien se présentent ! On relève même la candidature d'Edgar Faure sous l'étiquette RPR. Rappelons que depuis quelques mois, Faure se prétendait membre du parti radical de Servan Schreiber.

Enfin, derrière la façade quelque peu dérisoire de cette présentation de candidats, il y a un fait politique non négligeable : c'est la concrétisation des désaccords de la droite, des désaccords qui ne font que s'amplifier avec la désunion de la gauche. Les «primaires» vont être l'occasion d'affrontements sans merci.

Nicolas DUVALLOIS

Le conseil d'Etat refuse la suspension de l'immigration familiale: un camouflet pour Stoléro

Le Conseil d'Etat, consulté sur le projet Stoléro interdisant l'immigration familiale pendant trois ans, vient de rendre un avis défavorable. Il a estimé cette mesure inconstitutionnelle et contraire aux accords internationaux sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Cette prise de position du Conseil d'Etat est un véritable camouflet pour Stoléro qui comptait bien, en suspendant la venue des familles de travailleurs immigrés, inciter ces derniers à quitter le pays. Selon certaines informations Stoléro avait pourtant consulté par avance quelques membres du Conseil d'Etat pour rédiger un texte qui ne soit pas refusé. Il est possible que

la révélation de ces tractations ait finalement irrité la majorité des conseillers et les ait poussés à se montrer intransigeants.

Mais les véritables raisons de ce refus sont ailleurs, et avant tout dans l'intense mobilisation des travailleurs immigrés contre les mesures scélérates de Stoléro qui outre la suspension de la venue des familles prévoient l'arrêt de la délivrance de la carte de travail et l'extension de l'aide au retour.

Dans les foyers, les usines, et les quartiers, la colère monte et le pouvoir a sans doute l'espoir de désamorcer la lutte des travailleurs immigrés en opérant un premier recul.

Il ne fait pas de doute aussi que les protestations vigoureuses du gouvernement algérien ont pesé sur la décision du Conseil d'Etat. D'ores et déjà, le gouvernement se préparerait à rédiger un nouveau texte qui échappe aux critiques formulées par le Conseil d'Etat. Cela paraît malgré tout difficile. Mais on peut penser que le gouvernement tentera de passer outre en multipliant les obstacles administratifs à la venue des familles.

Il reste que le désaveu de Stoléro par le Conseil d'Etat constitue un premier recul qui ne peut qu'encourager à poursuivre la lutte contre les autres mesures scélérates.

Budget de l'environnement : 50 millions pour les barrages de Naussac et de Villerest !



Manifestation de cet été contre le barrage de Naussac, les crédits du secrétariat à l'environnement ont servi à sa construction...

D'Ornano, maire consort de Deauville et sous-ministre à l'environnement s'est félicité haut et fort de l'augmentation de son budget. L'augmentation est réelle, mais malgré tout ce budget reste ridicule : 0,08 % du total du budget 1978. D'autre part, une partie importante du budget : 50 millions sur 358 millions, seront consacrés à la réalisation des barrages de Naussac et de Villerest pour la régularisation du cours de la Loire, alors que ces projets qui sont rendus nécessaires par la construction de centrales nucléaires sur la Loire rencontrent l'opposition des habitants des lieux concernés.

Malgré leurs critiques, la plupart des députés ont voté ce budget, y compris le PS. Seul le PCF a réchigné, mais il a approuvé la construction des deux barrages.

Bruay-en-Artois : 40 millions pour les Leroy

Le notaire de Bruay-en-Artois et sa femme qui avaient été incarcérés par le juge Pascal dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Brigitte Dewevre, ont obtenu respectivement 28 millions et 12 millions de centimes de la commission d'indemnisation pour le préjudice moral que leur a causé cette détention.

C'est la plus forte indemnité accordée depuis la création de la commission d'indemnisation.

Arrestation d'un complice présumé de Pierre Conty

Considéré comme un des complices de Pierre Conty qui est accusé d'avoir réalisé un hold-up contre le Crédit Agricole

de Villefort (Ardèche), Stéphane Viaux Peccate a été arrêté vendredi aux Pays-Bas au cours d'une opération policière. Un témoignage l'accuse d'avoir achevé un des hommes abattus au cours de la fuite tragique après le hold-up.

Rapport du procès Zemour

Le procès en diffamation intenté par Poniatowski contre Gilbert Zemour, frère de William, abattu au café *Le Thélème* à Paris le 28 février 1975 est reporté au 20 janvier. Poniatowski reproche à Gilbert Zemour d'avoir porté des accusations contre la brigade anti-gang, dont celle d'avoir abattu son frère de sang-froid. D'après certains éléments du dossier, ces affirmations seraient exactes.

Campagne «anti-terroriste»

Renforcement des forces de répression dans toute l'Europe

Alors qu'une «coopération» privilégiée dans le domaine policier se développe entre l'Allemagne de Schmidt et le gouvernement français, c'est maintenant dans toute l'Europe que les bourgeoisies, prétextant une campagne contre le terrorisme international mettent sur pied des méthodes de délation et de répression s'inspirant du «modèle allemand».

En Grèce, des officiers de la police allemande doivent rencontrer leurs collègues grecs à Athènes. Ils envisagent une collaboration à long terme pour la chasse aux mouvements d'extrême-gauche des deux pays. Il y a deux ans, l'Allemagne avait déjà imposé au gouvernement grec l'extradition de Rolf Pohle. Pour accentuer cette collaboration, l'Allemagne ne manquera sans doute pas d'utiliser des pressions économiques, d'autant plus que la Grèce demande son entrée dans le Marché commun.

En Italie, alors que de violents affrontements ont eu lieu entre la police et des manifestants contre la répression en Allemagne, le ministre de l'Intérieur a annoncé la création d'unités spéciales «anti-terroristes» sur le modèle du GSG 9 allemand.

La Suisse se met également à l'heure allemande. La bourgeoisie suisse semble prête à céder aux pressions de l'Allemagne qui dénonce la Suisse comme un «carrefour du terrorisme international». Il s'agit d'une menace directe contre les réfugiés politiques, très nombreux en Suisse. Le gouvernement allemand veut également imposer une réglementation plus stricte de la vente des armes à la Suisse (ce qui n'empêchera pas la Suisse d'être l'un des premiers marchands d'armes du monde, en particulier aux fascistes et racistes). Le président suisse Furgler va probablement faire accélérer son projet d'une force de police fédérale (alors qu'il n'existe que des polices cantonales). L'entraînement de ces forces spéciales a déjà commencé dans des centres d'entraînement secrets. Il s'agit d'un renforcement sans précédent de l'appareil d'Etat en Suisse.

AFRIQUE DU SUD

A la suite de la nouvelle vague de répression, l'Organisation de l'Unité Africaine vient d'appeler la majorité noire à se libérer par la lutte armée.



La police intercantonale suisse est apparue pour la première fois cette année à Moutier.

Équateur : 120 personnes assassinées

Mercredi dernier, des affrontements violents ont eu lieu à Guyaquil, entre les ouvriers grévistes de la sucrerie Aztra et les forces de l'armée et de la police. Celles-ci ont chargé sur les grévistes qui occupaient leur usine, avec leurs femmes et enfants. En fuyant, 120 personnes ont été tuées en se noyant dans les réservoirs d'eau de la sucrerie et dans les cuves de sucre en fusion. Plusieurs personnes ont été arrêtées à la suite de l'intervention de la police.

A la sucrerie Aztra, travaillent près de 1800 ouvriers. Depuis plusieurs semaines, ils sont en grève pour exiger une augmentation de salaires, qui corresponde à l'augmentation du prix du sucre dans le pays. Mais la direction de l'usine a refusé de discuter et a fait appel à l'armée et à la police qui ont dirigé leurs armes contre les grévistes.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mohamed Reza Akhondi a été exécuté

Les journaux iraniens et autres médias du régime antipopulaire du Chah, ont annoncé, le 18 octobre 1977, l'exécution de Mohamed Reza Akhondi.

Il semble, d'après le peu d'informations données par les haut-parleurs du régime, que ce révolutionnaire appartenait à l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran.

Le verdict de la Cour d'Appel militaire a été rendu à une date inconnue et l'exécution aurait eu lieu le 17 octobre. On ignore totalement la date de l'arrestation, la date de la «procédure» judiciaire, ce qui nous fait penser que comme auparavant, le régime continue à assassiner les patriotes et révolutionnaires iraniens, par toutes sortes de moyens, dont la torture, derrière un épais rideau d'informations ambiguës.

Nous alertons l'opinion publique française et, particulièrement tous les anti-impérialistes, démocrates et libéraux de ne pas porter crédit à la campagne actuelle de démagogie et de calomnies en Iran, portant sur la libéralisation et la démocratisation du pays.

Malgré la libération formelle de centaines de prisonniers, dont la période de détention avait expiré depuis longtemps, malgré le changement de façade du gouvernement, le régime anti-populaire et dépendant de l'impérialisme, et en particulier de l'impérialisme américain, continue, sous des formes différentes d'exterminer les meilleurs enfants de notre peuple, résistant avec acharnement sous le joug de l'impérialisme et de la réaction locale, enfants qui luttent, par tous les moyens, pour la libération et l'indépendance de l'Iran.

Union des Étudiants iraniens en France
Section de Paris

Iran : affrontements entre étudiants et policiers

Depuis le début du mois, des affrontements se déroulent entre les étudiants iraniens qui se sont mis en grève et les policiers, intervenus pour les réprimer. Plusieurs étudiants ont été arrêtés, et les affrontements ont fait plusieurs blessés. Cela s'est passé dans les trois villes Téhéran, Shabdulzalim et Ghom, où les manifestations se sont déroulées.

THAÏLANDE

UN AN APRES, NOUVEAU COUP D'ÉTAT



Thaïlande : bilan de l'activité de l'Armée du Peuple Thaïlandais

Dans un article diffusé par la *Voix du peuple thaïlandais*, l'Armée Populaire de Libération de Thaïlande fait le bilan militaire de son action depuis un an, depuis le coup d'État du 6 octobre. L'article dit qu'en une année, l'Armée Populaire de Libération a livré 171 batailles à l'ennemi, elle a tué 1 475 agents. Elle a abattu 3 hélicoptères, endommagé 25 autres et abattu deux avions. Elle a détruit et endommagé plus de 130 véhicules ennemis. Les unités de l'APL ont détruit plus de 50 points d'appui et saisi une grande quantité d'armes.

Le coup d'Etat fasciste l'année dernière, le 6 octobre. A l'université de Thammasat, répression sanglante contre les étudiants.

Jeudi dernier, les militaires, sous la direction de Sangad Chaloryu, ministre de la défense, ont renversé le gouvernement et pris le pouvoir. Le même personnage avait renversé le gouvernement il y a plus

d'un an, et mis au pouvoir un gouvernement civil présidé par Thanin Kraivichien.

L'ancien premier ministre Thanin n'a pas été arrêté. Il est même protégé à son domicile. Depuis des mois, des rumeurs circulent à Bangkok sur un éventuel coup d'État. Des généraux donnaient leur point de vue sur une série de sujets, et mettaient en évidence leurs désaccords avec l'ancien premier ministre.

S'ils sont tous farouchement anti-communistes, les hommes au pouvoir en Thaïlande, depuis le 6 octobre 1976 ont cependant, semble-t-il, des divergences sur différents points, et c'est ce qui a conduit au nouveau coup d'État.

Depuis le 6 octobre 1976, le régime en place a procédé à des massacres collectifs et à des milliers d'arrestations. Loin de se décourager les masses thaïlandaises, ont rejoint par milliers les maquis du Parti communiste Thaï. Cette situation a conduit à un isolement du régime sur le plan intérieur et international.

Nouvelles de Grande-Bretagne

DE NOTRE CORRESPONDANT

LE VOTE DANS 23 USINES DE FORD

57 000 ouvriers de Ford voteront la semaine prochaine sur l'opportunité d'un grève pour obtenir plus que les 12 % d'augmentation de salaire qu'offre la direction. Vendredi 14, les dirigeants syndicaux de 22 usines se sont prononcés à l'unanimité pour la grève. Ils sont prêts à exiger 15%.

La proposition actuelle de la direction donnerait 13,9% aux ouvriers qualifiés, 11,7% aux ouvriers spécialisés et 10,7% aux manœuvres, ce qui fait une moyenne de 12,5%. La direction rejette les revendications concernant la réduction de l'horaire à 35 heures et la prime pour les ouvriers sur chaîne-transfert. Les travailleurs n'acceptent pas la position de la direction, d'autant plus que l'augmentation, après déduction des impôts et cotisations, se réduit à moins de 10% en salaire réel.

LES PIQUETS DE MASSES PRENNENT A GRUNWICK-FILMS

Les travailleurs de Grunwick-films ont décidé de tenir un piquet de masse tous les lundis, à partir du 17 octobre. Plus de 5 000 syndicalistes venant de tout le pays étaient attendus pour le 17 : 1000 mineurs du Yorkshire, d'Écosse, du Pays de Galles, du Kent et du Derbyshire, des ouvriers de Leyland et Ford, etc. Le syndicat des étudiants a mobilisé 1500 de ses membres. Deux cars d'immigrés étaient prévus. «*Nous vaincrons*» disent les travailleurs de Grunwick-Films en grève depuis plus d'un an.

GRÈVES ET PIQUETS AUX ABATTOIRS DE PETERBOROUGH

50 travailleurs des abattoirs de Peterborough ont entrepris des actions dures pour exiger 30% d'augmentation.

GRÈVES DANS LES USINES SUCRIÈRES

Les grèves continuent dans 17 usines betteravières, dont 4 sont lock-outées : les 5 500 travailleurs exigent des augmentations de 13 à 18%.

LA BASE GRONDE CHEZ LES MINEURS

600 mineurs sont allés protester au meeting des dirigeants du syndicat des mineurs : «*Nous exigeons 135 livres par semaine et non une prime de participation ! Ne nous vendez pas !*».

ESCORTE DE LA POLICE POUR LES NÉO-NAZIS

À cause de l'interdiction de la manifestation et du meeting du National Front dans la banlieue de Manchester le 8 octobre, un leader fasciste a «marché» tout seul dans Hyde, la zone «interdite», escorté par une quarantaine de policiers !

À quelque distance de là, à Levenshulme, avait lieu une manifestation surprise de 400 néo-nazis escortés solidement par la police : 15 flics par manifestant. La mobilisation populaire leur a infligé un recul : ils ne peuvent pas apparaître au grand jour comme ils le voudraient et ils ont été obligés, en outre, de mettre une sourdine à leurs mots d'ordre racistes.

POINTS DE REPERE SUR LE PORTUGAL

Par Hélène VARJAC

L'ÉPIDÉMIE «DU COMPROMIS» S'ÉTEND



Le Portugal va-t-il à son tour connaître un pacte social négocié entre les 4 principaux partis : le parti socialiste de Mario Soares, seul au pouvoir depuis 76, le PC d'Alvaro Cunhal, le PSD (Parti social-démocrate) de Sousa Franco et le CDS (Centre Démocratique et social) de Freitas do Amaral ? C'est la question que l'on peut se poser après les récentes déclarations du général Eanes, président de la République : «*Je ne veux pas et je ne dois pas me substituer aux partis politiques qui ont la possibilité de trouver, par la négociation, une solution politique adéquate*». Le président Eanes, qui a parlé par ailleurs de «*crise généralisée*» souhaite à la fois un accord politique et un pacte social. Eanes a indiqué à un journal brésilien sa volonté de cesser de jouer un simple rôle

d'arbitre et de garant de la constitution pour participer plus directement à la vie politique et en être le «*dynamisateur*». Certains au Portugal parlent déjà d'un présidentialisme marqué, duquel le PSD est favorable.

POUR PARLER AVEC TOUS LES PARTIS

Quelques jours à peine après cette déclaration d'Eanes devant le parlement, Mario Soares entamait une série de conversations avec les différents partis. Le fait nouveau n'est pas le dialogue avec le PSD de Sa Carneiro, avec lequel le PS entretient d'excellentes relations, comme en a témoigné le vote commun au Parlement des lois scélérates sur la Réforme Agraire et les libertés syndicales. Le fait nouveau n'est pas non plus fondamentalement, les discussions avec le CDS, un des partis les plus proches de l'ancien régime fasciste. Devant les propositions de discussions d'un accord, le CDS reste réservé : tout en soulignant qu'il existait «*des conditions objectives pour l'établissement d'un consensus national*», le CDS «*n'appuiera aucune solution politique dont il ne serait pas partie prenante sur un pied d'égalité avec les autres partis démocratiques*». Récemment, le CDS a réaffirmé son hostilité irréductible à une participation quelconque du PC à un gouvernement

d'union sacrée. Or, le fait nouveau, est que Mario Soares, le 24 septembre dernier, a longuement rencontré Alvaro Cunhal.



RENCONTRE SOARES - CUNHAL

Qu'en est-il sorti exactement ? Pour l'instant, Cunhal déclare que ces échanges «*peuvent servir de base de réflexion et ouvrir éventuellement la possibilité d'une négociation*». Les pratiques putschistes que le PCP a développées jusqu'au 25 novembre 75 excluent sa participation à un gouvernement ; mais elles n'excluent pas un compromis tacite, qui permettrait à la bourgeoisie portugaise de prendre son souffle dans la très grave situation au PCP de refaire surface dans de meilleures conditions.

(à suivre)

Le premier ministre indien en URSS

C'est d'une manière très chaleureuse que le gouvernement soviétique a accueilli le premier ministre indien Pésai. Alors que la pénétration économique de l'URSS en Inde s'était principalement développée alors qu'Indira Gandhi était au pouvoir, l'URSS a voulu éviter la rupture avec le nouveau gouvernement indien : un mois après les élections, Brejnev envoyait Gromyko en visite officielle. Bien que Pésai ait fait campagne pour défendre l'indépendance de l'Inde vis-à-vis de l'URSS, il semble aujourd'hui qu'il doive tenir compte du rapport de force, en particulier de l'endettement considérable grâce auquel l'URSS entreprend d'enchaîner l'Inde depuis des années. Il ne semble pas toutefois que les nouveaux dirigeants indiens renoncent à maintenir les distances qu'ils ont prises vis-à-vis de l'URSS.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 324 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



**abonnez-vous
abonnez
vos amis**

PARMI LES CADEAUX

**Un nouveau livre
«L'usine de la peur»**

de Daniel BOUVET

On se souvient du dernier crime accompli aux usines VMC de Reims par la CFT : l'assassinat de l'ouvrier Pierre Maître. La CFT sévit on le sait dans les grands bagnes capitalistes notamment dans l'automobile.

Daniel Bouvet ancien ouvrier à l'usine Citroën de Cormelles-le-Royal, près de Caen, témoigne dans «L'usine de la peur», faits à l'appui, de la répression subie par lui et ses camarades durant des années. Il commence d'abord par expliquer les raisons de l'implantation de la CFT dans cette usine. En effet ce n'est pas un hasard si l'usine Citroën est venue s'implanter près de Caen dans les années 60 : un fort taux de chômage dans la région lui laissait espérer la possibilité de payer des bas salaires et d'imposer des conditions de travail infernales... Depuis, de nombreux trusts ont aussi «décentralisé» leur production, une politique chère aux gaullistes dans les années 60. Mais malheureusement pour Citroën, dès 68, les ouvriers de l'usine dont beaucoup d'anciens petits paysans ruinés, s'organisaient à 80 % dans la CGT. Des luttes se développaient. Le licenciement de délégués syndicaux n'y faisant rien, c'était l'implantation de la CFT et la répression implacable qui s'étendait ; une répression que l'on devine dès l'entrée à l'usine comme en témoigne Bouvet : «en arrivant on est tout de suite convoqué et on nous dit : «ici il y a deux syndicats, la CGT et la CFT ; pour votre intérêt vous devez rester à la CFT». Une répression quotidienne : filature continue des ouvriers, élections truquées, licenciements pour discussion avec des militants CGT etc et aussi des menaces de mort :

«Vous savez Bouvet, des accidents se produisent parfois... et même des attentats à la bombe... ça arrive très souvent, sur les paliers par exemple, sans qu'on sache jamais qui est responsable. On ne sait pas d'où ça vient. On ne retrouve pas les auteurs. Je vous dis ça comme ça. Vous avez deux enfants, vous n'êtes pas soutenu, vous n'êtes pas suivi...»

Bouvet apporte avec son livre un témoignage précieux sur les milices du patronat. A l'époque de la sortie de son livre nous faisons toutefois une critique à Bouvet : en effet dans ses conclusions il ne fait en effet que réclamer la suppression des officines patronales, vues comme des aspects incompatibles avec la «démocratie». Mais l'aspect principal de ce livre est bien de témoigner sur les activités de la CFT. Et de ce point de vue, Bouvet a réussi.

Près de deux mois après la rentrée, il est temps de s'assurer que chaque abonné reçoit son journal dans de bonnes conditions. La généralisation de la télé impression nous a obligé à paraître en édition du soir. Quel effet cela a-t-il sur l'acheminement du journal ? Normalement, puisque nous sortons plus tôt, le journal

Voici plusieurs semaines que nous avons lancé notre formule 77 - 78 d'abonnements amis. En répondant nombreux à notre appel vous avez voulu apporter votre soutien financier au journal, et vous nous avez fourni une avance sur les ventes qui nous est indispensable. En même temps dans vos lettres vous dites souvent votre désir de correspondre régulièrement avec le journal, de l'enrichir par vos critiques et vos suggestions. Cette campagne doit permettre de resserrer les liens entre le journal et les lecteurs.

Mais aujourd'hui cette campagne doit franchir une nouvelle étape. Et cela dépend de vous. A-

bonne-vois, mais aussi abonnez autour de vous, votre atelier ou votre bureau.

Vous tous qui lisez le journal occasionnellement mais avec intérêt, pourquoi ne pas vous abonner, c'est aussi l'assurance de ne rien «manquer» d'important dans le journal. Vous avez des difficultés financières, nous avons calculé le prix de l'abonnement au plus juste, vous pouvez le régler en plusieurs versements. Mettons à profit ce que la désunion de la gauche fait peser d'interrogations politiques nouvelles, pour faire connaître davantage le Quotidien du Peuple, élargir le nombre de ses lecteurs réguliers.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paul Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Ken Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva le Vide*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

arrive plus tôt dans les centres de tri parisiens, et devrait donc être acheminé dans de meilleures conditions, en particulier en ce qui concerne nos lecteurs parisiens. Pour nous en assurer, nous invitons nos abonnés à remplir pendant une semaine le questionnaire suivant. D'avance nous les en remercions.

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Minéris (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaticum
- Brest** Lib. Gaffre (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lennon** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Saints (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Grenette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue Froide
- Nantes** Librairie 71
25, rue Jean Jaures (10%)
- Nice** Le Temps des Caries
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les jours de A (12% liv. politique)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)
Tachann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (6°)
Le grand jni 20 rue Colbert
- Reims**
- Cinéma**
- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
Le Claf
21, rue de la Claf (5°) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 6°
Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets) : 40 F
Le Canut
32, rue Laynaud (1°) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom.....

Adresse.....

Date de parution	N° du journal	Date de l'arrivée dans la boîte aux lettres	Levée du matin ou de l'après-midi

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : -- en une fois -- en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75324 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-amis, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

TF 1

13 h 00 - Journal
 13 h 35 - Les musiciens du soir
 14 h 05 - Restez donc avec nous
 18 h 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Spécial vacances 77
 21 h 30 - Le riche et le pauvre
 22 h 20 - Restez couverts
 22 h 55 - Journal

A 2

13 h 00 - Journal
 17 h 10 - Des animaux et des hommes
 18 h 00 - Course autour du monde
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Adieu, l'héritière.
 22 h 05 - Le dessus du panier
 22 h 50 - Jazz
 23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les animaux chez eux
 20 h 30 - Impressions d'Afrique
 22 h 40 - Journal

Dimanche 23 Octobre

TF 1

13 h 00 - Journal
 13 h 20 - C'est pas sérieux
 14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
 15 h 30 - Gorri le diable
 16 h 00 - Tiercé à Longchamp
 16 h 05 - Vive le cirque
 16 h 45 - Sports première
 17 h 40 - Tiens bon la rampe, Jerry
 19 h 25 - Les animaux du monde
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Peau d'espion
 22 h 00 - Questionnaire : René Levesque
 23 h 00 - Journal

A 2

13 h 00 - Journal
 13 h 20 - Bon dimanche
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Musique and music
 21 h 30 - Enquête sur la santé mentale
 d'un pays au-dessus de tout soupçon
 23 h 45 - Journal

FR 3

16 h 50 - Flash journal
 16 h 55 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire
 17 h 50 - Espace musical
 18 h 45 - Spécial DOM-TOM
 19 h 00 - Hexagonal
 19 h 55 - Spécial sports
 20 h 05 - Cheval, mon ami.
 20 h 30 - L'homme en question : Michel Poniatowski
 21 h 40 - Trois scènes avec Ingmar Bergman
 22 h 10 - Journal
 22 h 30 - Le rebelle

Lundi 24 Octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'avenir du futur
 22 h 55 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Les chemins de Chagall
 22 h 50 - Je, sur le pont neuf
 23 h 20 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Bluff
 22 h 00 - Journal

UN DOCUMENT DE BASE CONTRE LE PROGRAMME NUCLÉAIRE GOUVERNEMENTAL

Groupement de Scientifiques pour
l'Information sur l'Energie Nucléaire

électro- nucléaire:

DANGER

combats
SEUIL

Le débat sur le nucléaire vient de s'enrichir d'un petit livre de 150 pages : «*Electro-nucléaire : danger*», réalisé par le G.S.I.E.N. (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire). Petit livre, mais cependant un des plus complets et des mieux faits, parus sur la question. Les scientifiques qui ont fait ce dossier passent en revue les principaux problèmes : indépendance nationale, pollution thermique, retraitement, accidents, pollution radioactive, irradiations, conséquences politiques...

L'ensemble est traité dans un langage aussi simple que possible pour le sujet, les explications de base sont fournies, ceci rendant accessible cet ouvrage à ceux qui n'ont pas de connaissances particulières sur le nucléaire. Autre qualité importante, les démonstrations sont claires, sans complications inutiles et parfois appuyées par des schémas. Le premier mérite de ce livre est donc de rendre abordable à tous des questions pourtant réputées fort complexes, selon les spécialistes de l'EDF et du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique).

Pour ces qualités, ce livre, moins complexe que «*L'électro-nucléaire en France*» de la CFDT de l'énergie atomique, peut constituer pour tous ceux qui désirent

s'informer sur les problèmes posés par l'électro-nucléaire un document de base et un moyen de nourrir une propagande contre le programme gouvernemental.

C'est d'ailleurs dans cette perspective de large information que les scientifiques du GSIEN ont édité ce document, ainsi qu'ils l'affirment dans leur conclusion : «*Nous pensons qu'il faut interrompre le programme gouvernemental d'implantation de centrales nucléaires, et adopter un moratoire de plusieurs années pour permettre de mieux apprécier les risques d'une telle entreprise. De plus, ce délai de réflexion pourrait être mis à profit pour permettre aux personnes ou organismes compétents de faire des propositions quant à l'utilisation d'autres sources d'énergie. Il est indispensable, étant donnée l'ampleur du problème, que tous ces aspects soient débattus par l'ensemble de la population. Tel est le but de notre contribution.*»

On peut penser qu'elle est tout à fait adaptée à ce but.

Le GSIEN (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) publie
La Gazette nucléaire
GSIEN : 2 rue
François Villon. 91 400.
Orsay

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 100^e épisode
copyright Édition Denoël

— Tu crois ça ?
Il le dit en français.
— C'est l'Algérie qu'ils aiment, mais pas les Algériens.

— Le Français aime l'Algérien comme le cavalier aime son...

— Sa monture, termina Arezki. C'est un proverbe de chez nous.

Si Hacène s'était levé et avait pris sur la table un paquet ficelé. Il le tendit à Arezki et celui-ci, soigneusement, le défit et l'ouvrit. D'un chiffon blanc, il tira plusieurs petites galettes.

— Ma mère. Elle a dû se priver pour m'envoyer tout ça.

Il distribua les galettes autour de lui et nous mangeâmes, tandis que l'un des hommes préparait du café.

— Elle a beaucoup souffert, et par la faute des nôtres. Son père, mon père, mon frère... et moi aussi.

— Ils vont nous déménager, dit Si Hacène, et loger tout le village dans un centre.

— Pour nettoyer la région ! Et ça, qu'est-ce que c'est ?

Arezki tenait une petite boîte en fer, ficelée elle aussi. Si Hacène eut un sourire. Arezki l'ouvrit. Elle contenait de la terre.

— C'est ta mère. Elle a dit : il gardera un peu de terre de chez nous, il y a poussé de la menthe.

Arezki se pencha, huma, puis, versant la terre

dans ses mains, il la porta à ses lèvres et la baisa. Mais aussitôt il se mit debout et ramassa le crochet du poêle.

— Je ne veux pas garder ça, cette saloperie me ferait pleurer.

Quand il eut enlevé la rondelle qui servait de couvercle, il lança la terre sur le feu qui baissait ; il y eut un grésillement et des étincelles.

Nous partîmes à la nuit ; nous vîmes venir à notre rencontre un homme qui zigzagait d'un trottoir à l'autre. Arrivé devant nous, il examina quelques secondes Arezki et, s'adressant à lui :
— Balak... la gare, dit-il.

Arezki s'arrêta, prit mon bras et nous fîmes demi-tour.

— Il a dit, attention. Il y a sûrement une rafle à la gare. Viens, on va essayer de trouver un taxi, du côté de l'autobus. Je dois être rentré de bonne heure.

Dans le taxi, il me questionna sur la grand-mère. Je répondis que j'avais écrit pour la préparer à cette idée. Il fallait avancer doucement, ne pas la brusquer.

— Je t'ai raconté comment j'ai vécu. Elle est habituée à me savoir disponible.

— Fais comme tu veux, mais fais-le. Ici, nous ne pourrions jamais habiter ensemble, à moins d'un miracle. Tu en as envie, n'est-ce pas ?

Si j'en avais envie...! Chaque fois qu'il fallait le quitter, je prenais la résolution d'écrire, puis je la subordonnais à cette irréalisable condition : avoir des économies. Ou bien j'imaginai de m'ouvrir à Lucien. Mais ses propres affaires suffisaient à l'absorber.

Ma chère Elise, avait écrit Marie-Louise, je vous demande de me donner l'adresse de mon mari. J'ai quitté ma sœur et je suis revenue avec mes parents. La petite a grandi, elle est belle, elle ressemble à son père. Je travaille comme avant. Mais ce n'est pas une vie. Je veux voir Lucien. Votre grand-mère s'ennuie, elle compte sur vous, et moi aussi pour l'adresse.

Je rencontrai plusieurs fois Lucien et ne lui en dis pas un mot. Il était très excité et, volublement, m'expliqua que « ça bougeait ». Des avocats en appelaient à la Croix-Rouge internationale, des policiers avaient saisi les flans d'un livre dénonçant la torture, et aussitôt des comités s'étaient formés.

A suivre



Par Nicolas DUVALLOIS

Les militants du PCF sont soumis à rude épreuve depuis qu'a été entreprise au mois de mai la réactualisation du programme commun. Armés du fameux «chifffrage», ils suivaient avec une confiance solide les travaux des cinq délégués de chaque parti, travaux qui semblaient en bonne voie malgré d'inévitables points d'échoppement sur les nationalisations, sur la défense nationale, sur le calendrier d'application. Et tout cas, les discussions que l'on pouvait avoir les militants du PCF durant cette période dénotaient un incontestable optimisme: le programme commun allait être actualisé à l'issue du ou des sommets Marchais-Mitterrand-Fabre, et la question était plus de savoir ce qui allait se passer après, une fois l'union de la gauche au pouvoir. Forts des sondages et des résultats antérieurs, ils étaient bien peu nombreux, ceux qui osaient envisager une défaite en mars 78.

Les douches froides n'ont pas manqué depuis. Il y a d'abord eu le retour de vacances de Marchais, remettant en cause les résultats des travaux des 15, puis l'échec du premier sommet avec le claquement de porte de Fabre, et enfin la rupture sine die du 23 septembre.

Il a d'ailleurs fallu du temps aux militants du PCF pour prendre conscience du fait qu'il s'agissait bien d'une véritable rupture, mettant en cause des positions politiques fondamentalement divergentes. Malgré les réunions nombreuses de cellules, les articles répétés de l'Humanité, le numéro spécial d'Economie et Politique destiné aux militants, ils étaient nombreux, ceux qui ne voyaient dans la querelle des nationalisations qu'un épisode normal dans la négociation: «C'est comme avec les patrons, on revendique beaucoup pour avoir le minimum nécessaire» nous disait un militant parisien au lendemain même de la rupture du 23 septembre.

Le désarroi est grand aujourd'hui. C'est pour faire face à ce désarroi autant que pour faire pression sur le PS, que la direction du parti révisionniste multiplie les initiatives: passages nombreux et répétés des dirigeants à la télé et à la radio, multiplication des rassemblements régionaux comme à Nanterre ou Vitry avec Marchais, édition du rapport du même Marchais au dernier comité central, amélioration de la formule d'Action, journal du PCF spécifique aux entreprises, parution de l'Humanité-Dimanche spécial entreprises, et surtout signature à large échelle d'une pétition, dont on peut supposer qu'elle est destinée aux socialistes, réclamant l'adoption d'un «bon accord» et multiplication des réunions publiques autour des cellules du PCF.

Signez, souscrivez, adhérez, voilà les perspectives de travail que Marchais offre aujourd'hui à ses militants.

Desunion à gauche le doute des militants du PCF

• Où en est la base du PCF aujourd'hui ? Il est bien difficile de répondre à cette question dans la mesure où le parti révisionniste est un parti peu homogène: les réactions ne sont pas les mêmes selon que l'on s'adresse à un vieil adhérent ou à un de ceux qui sont rentrés depuis le 22ème congrès, selon que l'on s'adresse à un travailleur ou à un de ces cadres, techniciens ou professeurs qui pullulent aujourd'hui dans le PCF.

Il y a d'abord les avis qui s'expriment publiquement: la lettre publiée par Le Monde d'une militante parisienne en est un exemple. Plusieurs lettres publiées, cette fois-ci par France Nouvelle, apportent, elles aussi, des éléments. La lettre publiée par Le Monde, et qui affirme exprimer l'avis «d'un groupe de membres du PCF» critique

l'attitude intransigeante de Marchais dans les négociations et regrette que l'évolution du PCF vers un style plus «ouvert» s'en trouve stoppée. Ceux-là ont placé tous leurs espoirs dans la politique d'union de la gauche et tout ce qui amène le PCF à s'en séparer va à l'encontre de leurs prévisions.

Hormis ce courant, les questions que se posent les militants de base, les points sur lesquels inévitablement la discussion arrive, sont de trois ordres:

- la politique d'union avec le PS et la nature de ce parti
- le fait que les nationalisations soient au centre de la querelle
- et enfin les perspectives du PCF, si l'union de la gauche est en état de rupture.

OU EN EST LA BASE DU PCF AUJOURD'HUI ?

Depuis une heure, les responsables du PCF qui organisaient une prise de parole publique, sur un boulevard du 12^e arrondissement, avaient fort à faire avec les socialistes venus leur porter la contradiction. La «base» du PCF se taisait. Vers la fin, après le sempiternel rappel que «l'union est un combat», un membre du PCF lève le doigt, puis se rétracte, puis enfin pose sa question: «Vu les divergences qu'on a aujourd'hui, je me demande s'il sera possible de s'entendre avec le PS au gouvernement si on y arrive». Mine gênée du responsable parisien... Cette interrogation sur le PS, elle se retrouve aussi dans une lettre à France Nouvelle: «Vous qualifiez le PS de réformiste, mais est-ce que vous venez de découvrir cela? Si vous ne pouvez-vous entendre avec les réformistes, pourquoi l'avoir fait croire pendant 5 ans?», ou encore, dans la bouche d'un membre des JC «Mon père est au parti depuis 30 ans, il m'a toujours dit qu'on ne peut rien faire avec les socialistes, il a raison».

A l'inverse, un militant de Malakoff, dans la banlieue parisienne, s'évertue à expliquer que «Mitterrand est un type bien, il était contre de Gaulle en 58, il a changé depuis 72». Le sentiment anti-socialiste est néanmoins très poussé aujourd'hui dans le PCF. Les militants de base trouvent peu de choses à répondre quand on leur demande qui a aidé la

SFIO moribonde à se redresser, qui a essayé d'absoudre Mitterrand de son passé de politicien en en faisant un candidat unique de la gauche. On en vient immédiatement à l'union de la gauche, et aux perspectives du PCF.

L'IMPASSE

«D'accord, on a aidé le PS, et c'est vrai qu'on ne peut pas lui faire confiance. Mais sans lui, sans l'union, comment arriver au pouvoir? On ne peut pas tuer tout le monde!» nous disait une militante postière.

C'est en fait la question des solutions que posent les membres de base du PCF: tous se rendent compte que jamais ils ne parviendront à avoir 50% des voix, et donc que dans leur logique électorale, il faut des alliances pour parvenir au gouvernement. Mais à quel prix? Sur ce point les avis sont partagés; beaucoup de militants avec lesquels nous avons pu discuter envisagent ou plutôt se résignent à une nouvelle «cure» d'opposition. Le raisonnement est alors le même «Si on va au pouvoir avec les socialistes, on sera inévitablement amené à prendre des mesures impopulaires. Si vraiment on est du côté des travailleurs, il ne faut pas accepter cela». Sur ce point précis, l'embarras est net: il est net parce que nombre de militants n'ont jamais imaginé autre chose que la straté-

gie d'union de la gauche, et donc se trouvent aujourd'hui dans une impasse totale; et cela est encore plus net quand on pose la question du type de société que veut instaurer le PCF au travers du programme commun. Tous sont d'accord pour dire que le programme commun, ce n'est pas le socialisme. Mais qu'est-ce que c'est alors le socialisme «le pouvoir des travailleurs» demandait un trésorier de cellule du 14^e arrondissement.

QUE FERA LE PCF APRES QU'IL SOIT AU GOUVERNEMENT ?

Socialisme ou capitalisme d'Etat, pouvoir réel des travailleurs ou direction d'une bourgeoisie, remodelée, telle est bien la question.

Sur ce projet les militants du PCF sont indécis et beaucoup voient dans la gestion démocratique une garantie pour qu'effectivement les travailleurs aient leur mot à dire. A la question de savoir si le plus important, c'était la mise en œuvre de la gestion démocratique ou la présence de ministres PCF au gouvernement, un vieil adhérent répondait que «Bien sûr c'était le rôle des travailleurs». Fait significatif, son secrétaire de cellule le corrigeait aussitôt en expliquant que «des ministres PCF, c'était une garantie énorme pour la classe ouvrière». Il n'en reste pas moins que cette

question de «l'après», de ce que veut vraiment le PCF s'il réussit à rentrer au gouvernement est curieusement absente des discussions en cellule.

C'est pourtant la question déterminante. Et les discussions sont vives en cellule quand on évoque les pays de l'Est. Certains pensent que «malgré tout c'est le socialisme», d'autres, sans le dire très fort, craignent ce «socialisme» là.

Difficulté à suivre le mouvement, désarroi face à la division de la gauche, interrogations refoulées sur la conception même du socialisme, tout cela engendre un manque de combativité chez les militants de base du PCF. Les tracts sont distribués, les réunions de cellules sont organisées, mais bien souvent le cœur n'y est pas. Ainsi, des militants ne voulaient pas aller au meeting de Nanterre avec Marchais «Qu'est-ce que ça va changer, qu'on soit un peu plus ou un peu moins?». D'autre part, il semble bien que les fameux «débats» publics lancés par le PCF rencontrent des difficultés. Une réunion convoquée par tracts dans un section qui revendique plus de 500 adhérents, c'est soldée par la présence de ... 15 personnes à peine, et seulement 3 non-membres du PCF. Autre exemple, une prise de parole publique, où près de 150 personnes sont passées (c'était sur un trottoir) s'est soldée par ... 6 signatures de soutien.